



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 AOÛT 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14TH AUGUST, 1920.

Département du Secrétaire de la Provincial Secretary's Department
province de Québec Québec

LOI DES COMPAGNIES DE QUEBEC, 1920
(10 Geo. V, chap. 72)

RAPPORT ANNUEL (art. 6031)

AVIS

Toute compagnie, régie conformément à la "Loi des compagnies de Québec, 1920", devra, sous peine d'amende, tel qu'édicte par ladite loi, transmettre, en duplicata, le ou avant le premier jour de septembre prochain, le rapport annuel requis par l'article 6031 de la "Loi des compagnies de Québec, 1920".

Les compagnies organisées après le trentième jour de juin dernier ne sont pas tenues de faire ce rapport avant le premier septembre 1921.

Des formules spéciales de rapport ont déjà été transmises aux compagnies. On pourra au besoin s'en procurer en s'adressant au département du secrétaire de la province.

Le sous-secrétaire de la province,
2911-32-5 C.-J. SIMARD.

QUEBEC COMPANIES' ACT, 1920
(10 Geo. V, chap. 72)

ANNUAL REPORT (art. 6031)

NOTICE

Every company governed by the "Quebec Companies' Act, 1920", shall, under penalty of a fine, as enacted by said law, transmit, in duplicata, on or before the first day of September next, the annual report required by section 6031 of the "Quebec Companies' Act, 1920."

Companies organized after the thirtieth day of June last are not obliged to send in this report before the first September, 1921.

Special report forms have already been transmitted to companies. Such forms may be obtained, if needed, by applying to the Provincial Secretary's Department.

C.-J. SIMARD,
2912-32-5 Deputy Provincial Secretary.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2883

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

2884

Lettres patentes

Letters patent

"Paquette, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août 1920, constituant en corporation : Frank Callaghan, François-Xavier Biron, avocats, et Joseph-Edward Duckett, étudiant-en-droit, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Se livrer au genre d'affaires qui consiste à tenir échoppe de coiffeur, de manucure, de cirage des chaussures, et faire tous autres actes nécessaires ou avantageux à l'accomplissement des objets précités ;

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement disposer de fournitures de barbier d'une manière générale ainsi que de toutes les sortes d'accessoires de toilette, de procédés mécaniques et parfum ;

Manufacturer, vendre et trafiquer de toutes les espèces d'articles nécessaires ou propres à servir en rapport avec les articles susmentionnés ;

Faire affaires comme papetiers, imprimeurs, lithographes, imprimeurs photographes, graveurs et marchands de matériaux employés dans la fabrication de ces fournitures de barbiers, d'aucuns articles, choses semblables ou identiques aux effets ci-haut, ou d'aucun d'iceux s'y rattachant ;

Acquérir par achat, bail ou autrement aucunes

"Paquette, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1920, incorporating: Frank Callaghan, Francois Xavier Biron, advocates, and Joseph Edward Duckett, student, at law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To engage in the business of a barber shop, manicure parlors, and shoe shine establishment and to do all acts necessary or convenient for the attainment of the above objects ;

To manufacture, buy, sell or otherwise dispose of barbers supplies in general and all sorts of of toilet accessories, mechanical devices and perfumes ;

To manufacture, sell and deal in all kinds of articles necessary or convenient to be used in connection with the above mentioned articles ;

To carry on the business of stationers, printers, lithographers, photographic printers, engravers and dealers in the materials used in the manufacturing of such barbers supplies or any articles or things similar to or analogous to the foregoing or any of them connected therewith ;

To acquire by purchase, lease or otherwise any

propriétés foncières ou personnelles, aucuns droits ou privilèges qui peuvent être considérés nécessaires ou avantageux au commerce de la compagnie ;

Acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif et de l'actif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui que la présente corporation est autorisée à exercer ou prendre possession de biens convenant aux objets de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité ou exclusif à l'usage d'aucun secret ou renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie ;

Vendre ou disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, actions-obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Rétribuer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, d'aucunes débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou à l'occasion de la formation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

Conduire aucune autre affaire ou entreprise que la compagnie croira propre à être convenablement conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Paquette, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2963

C.-J. SIMARD.

real or personal properties and any rights or privileges which may be considered necessary or convenient for the carrying of the company's business ;

To acquire the whole or part of the business, property, liabilities and assets of any person or company carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on or become possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or limited right to use any secret or information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, debenture stock or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures or debenture stock or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of the business ;

To carry any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any part of the company's business or calculated to directly or indirectly advance the company's interests ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Paquette, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,

2964

Assistant Provincial Secretary.

"Légaré Automobile of Beauce, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour d'août 1920, constituant en corporation : Pierre-Célestin Falardeau, comptable, Joseph-Auguste Fraser, auditeur, Joseph-Alfred Bourret, commis, Louis-Joseph Marois, comptable, Joseph-Arthur Juneau, commis, tous de la cité et du district de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires ; de voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques, de meubles, articles de bois

"Légaré Automobile of Beauce, Limited".

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1920, incorporating : Pierre Célestin Falardeau, accountant and Joseph Auguste Fraser, auditor, Joseph Alfred Bourret, clerk, Louis Joseph Marois, accountant, Joseph Arthur Juneau, clerk, all of the city and district of Quebec, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof ; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment apparatuses and machinery of every kind for industry, trade and agriculture and domestic needs, furniture, woodenware, ironware, musical

et de ferronnerie, d'instruments de musique, de vaisseaux et navires de tous genres, et de leurs machineries et accessoires ;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général ;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre et de quelque manière que ce soit de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets ;

Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses ;

Acquérir de quelque manière que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie a le droit d'exercer, y compris l'achalandage, good will, et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition ;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement tout autre ou toutes autres compagnies, associations, ou sociétés ;

Employer en tout ou en partie ses action fonds, débentures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débentures ou autres valeurs et actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société ;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou tout autre, échange, donation, dation en paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque ;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente ;

Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique ;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises, d'exercer aucun desdits pouvoirs ;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Emettre, en aucun temps et aussi souvent que la compagnie le jugera utile ou nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer pour les montants et aux termes et conditions

instruments, vessels and boats of every kind and their machinery and accessories ;

To fabricate, manufacture and deal in, under any shape or form whatever, everything and anything which may be the objects of manufacture, trade and business generally ;

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects ;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings ;

To acquire in any manner whatever any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company ;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations, society or societies ;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debentures or other securities and shares of other companies or interest in any association or society ;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever ;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph ;

To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease ;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking, to exercise any of the said powers ;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit ;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions and by

et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique pour garantir le paiement des obligations, débiteures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province, et d'une manière générale exercer tous les pouvoirs mentionnés aux articles 6119a à 6119d inclusivement des statuts refondus de Québec, 1909 ;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires tous les biens de la compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la compagnie peut posséder ;

Émettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie ;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction, donner son endossement sur tous billets ou effets de commerce et généralement faire tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation sans aucune exception ;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) ou autres valeurs émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise, la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern) sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeurs, des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Légaré Automobile of Beauce, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Valley-Jonction, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2965

C.-J. SIMARD.

"Metropolitan Investment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'août 1920, constituant en corporation : Gerald McTeigue, Reigner Brodeur, avocats et Yvon Ducharme, comptable, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Prendre, souscrire, acheter ou autrement acquérir, comme principal ou agent, en qualité de propriétaire absolu, en garantie collatérale, ou autrement, aussi vendre, échanger, garantir la vente de, céder, transférer, autrement aliéner ou négocier des bons, débiteures, actions-obligations, parts, obligations, d'autres valeurs ou titres émis ou garantis par aucun gouvernement, aucune commission municipale, scolaire, bancaire, d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale, compagnie industrielle, entreprise ou corporation, au Canada ou ailleurs ;

Acquérir aucunes telles actions, parts, débiteures, actions-obligations, bons, obligations, au-

giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit ;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, moveable or immoveable, present or future, which the company now own or may own in the Province and generally to exercise, all the powers mentioned in articles 6119a to 6119d, both inclusive of the Quebec Revised Statutes, 1909 ;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which this company may own ;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company ;

To make any contracts respecting leases, services, sureties, mandates, agencies and transactions to give its endorsement on all notes and bills and generally to make all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception ;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock or other securities issued by other companies, the property, assets, undertakings and goodwill of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Légaré Automobile of Beauce, Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Valley-Junction, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,

2966

Assistant Provincial Secretary.

"Metropolitan Investment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1920, incorporating : Gerald McTeigue, Reigner Brodeur, advocates and Yvon Ducharme, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise acquire either as principal or agent, and either absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise, and to sell, exchange, guarantee the sale of, and to assign, transfer, or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, debenture stock, shares, obligations, or other securities and evidences of indebtedness issued or guaranteed by any government, commission, municipal or school corporation or any banking, public utility, mining, manufacturing, commercial, or industrial company, enterprise, or corporation whether in Canada or elsewhere ;

To acquire, any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations, or other

tres valeurs ou titres par souscription originaire, soumission, achat, échange ou autrement, aussi les souscrire à condition ou autrement, garantir la souscription, exercer et donner effet à tous les droits et pouvoirs que confère la propriété de ces valeurs ou qui s'y rattachent ;

Contribuer à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise ;

Employer les compétents pour s'enquérir des, et examiner les conditions, perspectives, la valeur la nature et les circonstances d'aucunes firmes commerciales ou entreprises, et généralement d'aucuns biens ou droits ;

Transiger et exercer toutes sortes d'affaires d'agence financière, et particulièrement en rapport avec le placement de deniers, la vente de la propriété, la perception et l'entrée de l'argent ;

Fournir aucune garantie en rapport avec le paiement d'aucunes débetures, actions-obligations, bons, obligations ou valeurs détenues par la compagnie ;

Acheter, louer, prendre en échange, ou autrement acquérir aucune propriété personnelle que la compagnie croira désirable ou nécessaire d'obtenir, aussi aucuns terrains ou intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie ;

Prendre ou détenir des mortgages ou hypothèques pour aucune balance non soldée du prix d'achat d'aucun des terrains, bâtiments ou édifices ainsi vendus, aussi vendre ou autrement disposer desdites hypothèques ;

Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations de personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie peut être en relations d'affaires, aussi assumer ces hypothèques ou obligations en souffrance et en prendre charge ;

Généralement pour les fins précitées, faire affaires comme financiers, entreprendre et effectuer des opérations et transactions financières ;

Transiger toutes les sortes d'affaires de courtage, négocier des terrains, trouver des placements et faire affaires comme capitalistes, financiers et courtiers ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger et faire commerce d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie quelconque, comme principal ou facteur, à commission, consignation ou autrement, aussi promouvoir, organiser, administrer, développer aucune corporation, compagnie ou entreprise commerciale ;

Etre agents et courtiers, agents et courtiers à commission ou représentants, au Canada, dans un ou plusieurs pays étrangers, de maisons d'affaires commerciales ou foraines, et d'autres personnes, sociétés ou corporations, aussi pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et la gestion d'aucune propriété, marchandise, affaire ou entreprise ;

Périodiquement solliciter, acheter, ou acquérir par cession, transfert ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucun statut, d'aucune ordonnance, d'aucun ordre, d'aucune licence d'aucun pouvoir, d'aucune franchise, autorité, concession, d'aucun droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou pouvoir suprême, municipal, local ou autre, au Canada ou ailleurs, peut édicter, faire ou accorder, aussi employer aucunes actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer et défrayer le coût, les frais et impenses nécessaires ;

securities, or evidences of indebtedness by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise and to subscribe for the same conditionally or otherwise and to guarantee the subscription of and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof ;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company, or undertakings ;

To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value and character and circumstances of any business concerns and undertaking and generally of any property or rights ;

To transact or carry on all kinds of financial agency business and in particular in relation to the investment of money, the sale of property and the collection and receipt of money ;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the company ;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire any personal property which the company may think it desirable or necessary to obtain and any lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands, or any of them, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the company's property ;

To take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of purchase money on any of the lands, buildings, or structures so sold and to sell or otherwise dispose of said mortgages ;

To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default ;

Generally for the purposes aforesaid to carry on business as financiers and to undertake and carry out financial operations and transactions ;

To transact all kinds of agency business, to negotiate lands, to find investment and to carry on business as capitalists, financiers, and brokers ;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange and deal in goods, wares and merchandise of all kinds whatsoever, either as principal or agent and upon commission, consignment or otherwise, and to promote, organize, manage, or develop any corporation, company, or business enterprise ;

To act as agents and brokers, commission agent and commission brokers or representatives in Canada and any foreign country or countries for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations and for the purchase, sale, improvement, development, and management of any property, merchandise, business or undertaking ;

From time to time to apply for, purchase, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, franchise, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local or otherwise, whether in Canada or elsewhere, or which any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences et privilèges similaires conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret, autre procédé ou renseignement relatif à aucune invention qui pourra paraître propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la corporation, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir les droits ou renseignements ainsi acquis ;

Émettre et distribuer du capital entièrement libéré de la compagnie constituée aux présentes en paiement ou en paiement partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, actions, bons, obligations, débentures, autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantir aussi l'exécution des obligations ou le paiement des dettes, autrement aider et assister aucune personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie peut être financièrement intéressée ou avoir des relations d'affaires, agir aussi comme-employé, ayant ou gérant d'aucune telle personne, corporation ou société ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou qui est susceptible d'aucune manière d'accroître la valeur des propriétés ou valeurs de la corporation ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété et l'entreprise corporatives ou aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations en valeurs d'aucune autre compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la corporation, et particulièrement aucunes actions, débentures ou autres valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer ;

Faire enrégistrer, licencier ou reconnaître la compagnie dans aucune autre province du Canada, dans aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de cette province, de ce pays ou de cet état, représenteront la compagnie et recevront signification, pour elle et en son nom, d'aucune procédure ou action ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des obligations par aucune telle personne ou corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, agents, principaux, fiduciaires, entrepreneurs ou autres et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux et approprié à la réalisation de l'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui en aucun temps semblera indispensable pour protéger ou avantager la compagnie, soit comme détenteurs soit comme intéressés dans aucune propriété, ou autrement, sous le nom de "Metropolitan Investment Company, Limited",

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other process or information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights and information so acquired ;

To issue and allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license contract, real estate, stocks, bonds, obligations and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations, and to act as employee, agent, or manager or any such person, corporation or firm ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation joint, adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or which is calculated in any way to enhance the value of the company's properties or securities ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company of any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of ;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein according to the law of such province, country or state to represent the company and to accept service for and on its behalf, of any process or suit ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such security and in such manner as may from time to time be determined ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person or corporation ;

To do all or any of the above things as factors, agents, principals, trustees, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient and proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the corporation either as holders of or interested in any property or otherwise, under the name of "Metropolitan Investment Company, Limited", with a total

avec un fonds social total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deux août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2977 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Hamel, Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1920, constituant en corporation : Michel Hamel, J.-Emile Blondeau, boulangers, Imelda Hamel-Blondeau, épouse séparée quant aux biens dudit J.-A. Blondeau, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, J.-Arthur Blondeau, agent télégraphiste et Bernadette Hamel-Blondeau, épouse séparée quant aux biens dudit J.-E. Blondeau, Saint-Basile, comté de Portneuf, dans les buts suivants :

Exercer le commerce de boulanger, fabriquer, vendre et faire le négoce du pain sous toutes ses formes ;

Faire en gros et en détail le commerce de farine, grains, provisions, produits de la ferme, aliments et denrées alimentaires de toutes sortes et le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature et description que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication desdits effets et marchandises ;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant auxdits commerces, ainsi que toutes matières premières qui peuvent être requises ou s'y rattacher ;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus ;

Ériger et construire des bâtiments, usines et machineries qui seraient avantageux ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Vendre, acquérir, arrenter, louer ou disposer de toute propriété mobilière et immobilière de la compagnie ou pour les fins de la compagnie ;

Émettre et répartir des actions acquittées du capital action de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets, actions et autres valeurs de toutes autres compagnies, et dont la présente compagnie pourrait avoir besoin ;

Emprunter de l'argent aux taux d'intérêt qui peuvent être convenus, avec pouvoir de garantir tels prêts par hypothèques, obligations, stocks ou autres garanties appartenant à la compagnie ;

Faire toutes choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou chacun d'eux, sous le nom de "La compagnie Hamel, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-Rouge, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2961 C.-J. SIMARD.

capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal ;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2978 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Hamel, Limitée."

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1920, incorporating : Michel Hamel, J. Emile Blondeau, bakers, Imelda Hamel-Blondeau, wife separate as to property of the said J.-A. Blondeau, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, J. Arthur Blondeau, agent-telegrapher and Bernadette Hamel-Blondeau, wife separate as to property of the said J. E. Blondeau, Saint-Basile, Portneuf county, for the following purposes :

To do business as bakers, to make, sell and deal in bread of every kind ;

To deal wholesale and retail in flour, grain, provisions, farm produce, foodstuffs and food products of every kind, and generally in goods and merchandise of any nature and description whatever, and carry on and operate any industry for the preparation and manufacture of the said goods and merchandise ;

To import, export, manufacture, produce, purchase, sell and exchange any products, merchandise, articles and effects relating to the said businesses and any raw materials that may be required therefor or attached thereto ;

To do everything relating to the undertaking of the company, the exercise of its business and realization of its objects, and carry on any industry and business capable of being carried on jointly with those hereinabove mentioned ;

To erect and build buildings, factories and machinery which may be advantageous or necessary for the purposes of the company ;

To sell, acquire, rent, lease or dispose of any moveable or immoveable property of the company or for the purposes of the company ;

To issue and assign fully paid up shares of the capital stock of the company in total or partial payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, patents, shares and other securities of any other company and which the present company might need ;

To borrow money at rates of interest that may be determined with the power to guarantee such loans by hypothecs, bonds, shares and other securities belonging to the company ;

To do all things relating to or appropriate for the realization of the above-mentioned purposes or any of them under the name of "La Compagnie Hamel, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Cap-Rouge, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2962 Assistant Provincial Secretary.

**"Rivet Chemical Products Company"—"La
compagnie des Produits Chimiques
Rivet."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 août, 1920, constituant en corporation : Raphaël Bernard, gérant ; Charles-Ellias Rivet, pharmacien-chimiste, tous deux de la cité de Montréal et Joseph-Hormidas Rivet, voyageur de commerce, de la cité de Joliette, dans les buts suivants :

Manufacturer tous produits chimiques ou pharmaceutiques, officiels et officinaux ; drogues, savons et dérivatifs tels que glycérine, parfums, articles de toilette ; en faire le commerce en gros ; acheter toutes marques de commerce, parts ou actions d'autres compagnies ayant pour objet les mêmes entreprises ou entreprises semblables ; et en payer le prix en argent et actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ;

Etablir, exploiter et diriger des fabriques, manufactures et établissements de commerce en gros pour les fins ci-dessus ;

Acquérir toutes tourbières et les exploiter au point de vue chimique ; tel que extraction de gaz, sulfate d'ammonium, hydrocarbures ;

Acquérir des biens, meubles et immeubles ; tous effets, articles ou marchandises qui pourraient être avantageusement vendus et achetés en rapport avec l'entreprise de la compagnie ; propriétés, outillages, machineries, affaires, achalandages et fonds de commerce ou de manufacture de toutes personnes ou compagnies engagés dans une entreprise semblable à celle de la présente compagnie ou s'y rattachant ou pouvant s'y rattacher, en payer le prix, soit en argent, actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ;

Exercer et exploiter tous commerces ; fabriques ou manufactures qui pourraient être avantageux pour la dite compagnie ;

Acheter, louer et autrement acquérir des terrains ou bâtiments pour la construction et l'établissement de magasins, fabriques ou manufactures pour les fins susdites ainsi que les outillages, machineries et installations nécessaires à ces fins ;

Acheter toutes sources d'eaux minérales et les exploiter ;

Acheter ou autrement acquérir des actions, obligations et autres valeurs de toutes corporations, manufactures, ou non, engagés dans une entreprise semblable à celle de la dite compagnie ;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie ;

Limitier ou augmenter le montant des emprunts à faire ;

Emettre des bons, obligations ou autres de la compagnie et les donner en garantie, ou les vendre pour le prix ou somme jugés convenables, pourvu que nul bon, obligation ou autre valeur ne soit moindre que cent piastres ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts faits pour les fins de la compagnie ;

Donner par l'entremise des officiers à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis, sous le nom de "Rivet

**"Rivet Chemical Products Company"—"La
compagnie des Produits Chimiques
Rivet."**

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1920, incorporating : Raphael Bernard, manager ; Charles-Ellias Rivet, druggist and chemist, both of the city of Montreal and Joseph-Hormidas Rivet, commercial traveller, of the city of Joliette, for the following purposes :

To manufacture all chemical or pharmaceutical, official and officinal products, drugs, soaps, and derivatives such as glycerine, perfumes, toilet articles ; to carry on such business in the wholesale, to purchase trade marks, shares or stock of any other company carrying on the same or a similar business ; and to pay the purchase price of same in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To establish, operate and run factories, manufactures and wholesale business establishments for the above purposes ;

To acquire any turfpits and to exploit them from a chemical standpoint, such as the extraction of gas, sulphate of ammonium, hydrocarbon ;

To acquire moveable and immoveable property ; any goods, articles or merchandise that may be bought or sold with advantage in connection with the business of the company ; properties, equipment, machinery, business, goodwill and stock in the business or manufacture from any person or company engaged in a business similar to that of the present company or relating or capable of relating thereto and to pay for same either in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To carry on and operate any business, factories or manufactures that might be to the advantage of the said company ;

To purchase, acquire by lease or otherwise lands or buildings for the building and establishment of stores, factories and manufactures for the aforesaid purposes as well as the equipment, machinery and plant required for the said purposes ;

To purchase and exploit any springs of mineral waters ;

To purchase or otherwise acquire shares, bonds and other securities of any corporations, manufactures, or not, engaged in a business similar to that of the said company ;

To effect loans on the company's credit ;

To limit or increase the amount of the loans to be made ;

To issue debentures, bonds or other securities of the company and give them as security or to sell the same for a price or amount deemed fit, provided that any such debenture, bond or other security be not less than one hundred dollars ;

To mortgage or give as security the immoveables of the company, or to give as security the moveable property of the company, and to give these two kinds of securities to guarantee the payment of any such debentures, bonds or other securities and of any loans made for the purposes of the company ;

To give through its officers to one or more trustees a mortgage on the immoveable property of the company to secure the payment of debentures or bonds stating the issue and amount of the debentures or bonds thus guaranteed under the name of "Rivet Chemical Products Company

Chemical Products Company—La Compagnie des Produits Chimiques Rivet", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2959 C.-J. SIMARD.

Girouard Taxi-Service, Limitée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour d'août 1920, constituant en corporation : Louis-Philippe Chevalier, comptable ; Fabiola Girouard, épouse séparée de biens dudit Philippe Chevalier ; Délima Morenger, épouse séparée de biens de Chs Girouard ; Charles Girouard, agent ; et Chs-E. Guérin, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Tenir garage et réparations de machines automobiles et engins de toutes sortes dans la province de Québec et plus spécialement à Montréal ;

Posséder des immeubles pour exploiter lesdits garages, établissements de réparations ;

Tenir dans lesdits établissements et garages, les marchandises nécessaires pour accommoder ses clients et faire les réparations des automobiles et des engins ;

Vendre gazoline, huile, pour le fonctionnement des engins et des machines automobiles ;

Faire louage d'automobiles et taxi-cabs, avoir le droit et pouvoir de faire ledit service de louage d'automobiles et taxi-cabs dans la ville de Montréal et province de Québec, sous le nom de "Girouard Taxi-Service, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2969 C.-J. SIMARD.

Lettres Patentes supplémentaires

"La Compagnie Philippe Levasseur, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5997, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour d'août 1920, à "La Compagnie Philippe Levasseur, Limitée", augmentant le capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) à la somme de cent quarante-huit mille piastres (\$148,000.00), le capital additionnel étant divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2967 C.-J. SIMARD.

—La Compagnie des Produits Chimiques Rivet" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2960 Assistant Provincial Secretary.

Girouard Taxi-Service, Limitée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1920, incorporating : Louis-Philippe Chevalier, accountant ; Fabiola Girouard, wife separate as to property of the said Philippe Chevalier ; Delima Morenger, wife separate as to property of Chs Girouard ; Charles Girouard, agent ; and Chs-E. Guérin, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To keep garages, and repair motor vehicles and engines of all kinds in the Province of Quebec and more especially in the city of Montreal ;

To own immoveables to operate the said garages and repair stations ;

To keep in the said stations and garages the goods required to accommodate clients and repair automobiles and engines ;

To sell gasoline, oil for the running of engines and motor vehicles ;

To rent automobiles and taxicabs, to have the right and power to make the said service of renting automobiles and taxicabs in the city of Montreal and province of Quebec, under the name of "Girouard Taxi-Service, Limitée," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2970 Assistant Provincial Secretary.

Supplementary Letters Patent

"La Compagnie Philippe Levasseur, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5997, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1920, to "La Compagnie Philippe Levasseur, Limitée", increasing its capital from forty nine thousand dollars (\$49,000.00) to one hundred and forty eight thousand dollars (\$148,000.00), the additional capital being divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2968 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

23-15.

Québec, 29 juin 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Howick, dans le comté de Châteauguay, les lots Nos 89 à 99, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, et de les annexer à celle de Sainte-Martine, même comté.

2909—32-2

23-15.

Quebec, 29th June, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Howick, in the county of Châteauguay, the lots Nos. 89 to 99, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Martine, and to annex them to that of Sainte-Martine, same county.

2910—32-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Amos, bureau des terres de la Couronne le 14 septembre 1920, pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs des bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 6 août 1920.

2957—33-5

Notice is hereby given that the board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at Amos, Crown land office, on the 14th September, 1920, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 6th August, 1920.

2958—33-5

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à

Hull, bureau des terres, le 6 juillet 1920 ;

Chicoutimi, " " le 14 juillet 1920 ;

Restigouche, Comté de Bonaventure, moulins Chaleurs Bay Mills, le 27 juillet 1920 ;

Québec, département des terres et forêts, le 7 septembre 1920 pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 22 mai 1920.

1983—21-16

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at

Hull P. Q., Crown Lands office, on the 6th July, 1920 ;

Chicoutimi, Crown Lands office, on 14th July, 1920 ;

Restigouche, Co of Bonaventure, Chaleurs Bay Mills, on 27th July, 1920 ;

Quebec, Department Lands & Forests, on 7th September, 1920, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands & Forests.

Quebec, 22nd May, 1920.

1984—21-16

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "Woman's Benefit Association of the Maccabees", de Port Huron, Michigan, a été enregistrée comme une société de secours mutuels, pour faire des affaires d'assurance sur la vie dans la province de Québec, dans les limites autorisées par son acte d'incorporation, sa constitution et ses lois, le ou après le trente et unième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : Mary Empey, 40 rue Grand Trunk, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor. Québec, 2889—32-2

Notice is hereby given that the "Woman's Benefit Association of the Maccabees" of Port Huron, Michigan, has been registered as a mutual benefit association, to transact, within the Province of Quebec, the business of life insurance to the extent authorized by its act of incorporation, constitution and laws on and after the 31st July, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : Mary Empey, 40 Grand Trunk street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this 31st day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 2890—32-2

ETAT des recettes et paiements de la Province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1920, tel qu requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

RECETTES		
Dominion du Canada.....		\$ 2,028,162.73
Terres et forêts.....		3,033,587.02
Mines, Pêcheries et Chasse.....		681,852.14
Administration de la justice, fonds de bâtiesse et jurés, timbres judiciaires, honoraires, etc.....		619,995.33
Licences—Hôtels, boutiques, etc.....		1,554,079.42
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		1,581,759.12
Droits sur les successions.....		1,786,930.71
Taxes sur transfert d'actions, obligations, etc.....		132,583.90
Loi des automobiles.....		1,180,725.77
Entretien d'aliénés.....		324,338.87
Ecoles de réforme et d'industrie.....		125,707.80
Gazette Officielle de Québec.....		35,849.48
Législation.....		34,082.38
Timbres d'enregistrement.....		254,006.40
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., c. 2, sec. 5.....		38,124.53
Intérêts sur prêts et dépôts.....		108,124.86
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....		265,620.58
Taxes sur les subventions de chemins de fer.....		16,130.90
Revenus inférieurs.....		670,988.93
Recettes ordinaires.....		\$ 14,472,650.87
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....		27.00
Fonds en fidéicommiss et dépôts.....		\$ 14,472,677.87
		445,983.47
Prêt de la Puissance du Canada re : logements ouvriers.....		\$ 14,918,661.34
		85,000.00
Emprunts temporaires.....		\$ 15,003,661.34
Emprunts en vertu de 10 Geo. V, chap. 3.....		5,000,000.00
		6,524,700.00
Emprunt en vertu de 6 Geo. V, chap. 2.....		\$ 26,528,361.34
		1,500.00
Recettes totales.....		\$ 26,529,861.34
DEPENSES		
Dette publique.....		\$ 2,029,721.39
Législation.....		562,986.01
Gouvernement civil.....		809,097.42
Administration de la Justice.....		1,299,063.95
Juges des Sessions de la Paix, etc.....		48,836.79
Inspection des Bureaux Publics.....		18,000.00
Instruction Publique (y compris "Ecoles du soir").....	\$ 1,632,631.45	
Institutions Littéraires et Scientifiques.....	597.77	
Arts et manufactures.....	19,350.00	
Le Bureau des Statistiques de Québec.....	20,982.65	
Hygiène.....		1,673,561.87
Travaux Publics (Ordinaire).....		119,694.40
Travail.....		758,205.48
Agriculture.....		48,852.20
Voirie.....		887,400.00
Terres et Forêts.....		1,336,366.59
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre).....		566,000.00
Colonisation.....		156,646.28
Immigration.....		709,000.00
Institutions de Bienfaisance.....		30,000.00
Asiles d'aliénés.....		73,745.00
Ecoles de réforme et d'industrie.....		1,017,946.02
Charges sur revenu.....		226,500.00
Services divers.....		618,665.16
		530,451.81
Dépenses ordinaires.....		\$ 13,520,740.37
Loi des bons chemins, 1912.....		3,413,108.77
Emmagasinement des eaux de la Rivière Saint-Maurice.....		93,314.25
Emmagasinement des eaux de la Rivière Saint-François.....		145,000.00
Emmagasinement des eaux des Rivières Sainte-Anne et Savanne.....		11,578.20
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts.....		128,932.01
Construction d'une annexe au Palais de Justice, Montréal.....		466,329.68
Pont sur la rivière Batiscan à Batiscan.....		27,766.44
A reporter.....		\$ 17,806,769.72

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1920,
as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

RECEIPTS		
Dominion of Canada.....		\$ 2,028,162.73
Lands and Forests.....		3,033,587.02
Mines, Fisheries and Game.....		681,852.14
Administration of Justice, building and jury fund, law stamps, fees, &c.....		619,995.33
Licenses—Hotels, shops, &c.....		1,554,079.42
Taxes on commercial corporations, &c.....		1,581,759.12
Duties on successions.....		1,786,930.71
Tax on Transfers of Shares, Bonds, &c.....		132,583.90
Motor Vehicle Law.....		1,180,725.77
Maintenance of Insane.....		324,338.87
Reformatory and Industrial schools.....		125,707.80
Quebec Official Gazette.....		35,849.48
Legislation.....		34,082.38
Registration stamps.....		254,006.40
Interest on Sinking Fund under 60 V., C. 2, Sec. 5.....		38,124.53
Interest on loans and deposits.....		108,124.86
Interest from Municipalities under the Good Roads Act.....		265,620.58
Railway subsidies tax.....		16,130.90
Minor revenues.....		670,988.93
Ordinary Receipts.....		\$ 14,472,650.87
The St. Francis River Waters Storage.....		27.00
		\$ 14,472,677.87
Trust funds and deposits.....		445,983.47
		\$ 14,918,661.34
Loan from Dominion of Canada re. Workmen's Dwellings.....		85,000.00
		\$ 15,003,661.34
Temporary Loans.....		5,000,000.00
Loan under 10 Geo. V, Cap. 3.....		6,524,700.00
		\$ 26,528,361.34
Loan under 6 Geo. V, Cap. 2.....		1,500.00
Total receipts.....		\$ 26,529,861.34
EXPENDITURE		
Public Debt.....		\$ 2,029,721.39
Legislation.....		562,986.01
Civil Government.....		809,097.42
Administration of Justice.....		1,299,063.95
Judges of the Court of Sessions of the Peace, &c.....		48,836.79
Inspection of Public Offices.....		18,000.00
Public Instruction, including "Night Schools".....	\$ 1,632,631.45	
Literary and Scientific Institutions.....	597.77	
Arts and Manufactures.....	19,350.00	
The Quebec Bureau of Statistics.....	20,982.65	
		1,673,561.87
Health.....		119,694.40
Public Works (Ordinary).....		758,205.48
Labour.....		48,852.20
Agriculture.....		887,400.00
Roads.....		1,336,366.59
Lands and Forests.....		566,000.00
Mines, Fisheries, Game and Registration Service (cadastre).....		156,646.28
Colonisation.....		709,000.00
Immigration.....		30,000.00
Charities.....		73,745.00
Lunatic Asylums.....		1,017,946.02
Reformatory and Industrial Schools.....		226,500.00
Charges on Revenue.....		618,665.16
Miscellaneous services.....		530,451.81
Ordinary Expenditure.....		\$ 13,520,740.37
The Good Roads Act, 1912.....		3,413,108.77
The St. Maurice River Waters Storage.....		93,314.25
The St. Francis River Waters Storage.....		145,000.00
The Ste-Anne and Savanne Rivers Waters Storage.....		11,578.20
Sanatorium at Ste Agathe des Monts.....		128,932.01
Construction of an annex to the Court House, Montreal.....		466,329.68
Bridge over the Batiscan River, at Batiscan.....		27,766.44
Carried forward.....		\$ 17,806,769.72

ETAT des recettes et paiements de la Province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1920, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.—*Suite*

DÉPENSES	—	—
Reporté.....		\$ 17,806,769.72
Fonds en fidéicommis et dépôts.....		408,904.56
Construction du chemin de fer de Q. M. O. et O.....		\$18,215,674.28 750.00
Prêts aux municipalités re. logements ouvriers.....		\$ 18,216,424.28 85,000.00
Remboursements des emprunts temporaires.....		\$ 18,301,424.28 1,000,000.00
Rachat de la dette publique, remboursement de l'emprunt 5 Geo. V, chap. 2.....		6,000,000.00
Chemins à barrières de la rive nord de Québec, échange de dében- tures.....		\$ 25,301,424.28 1,500.00
Dépenses totales.....		\$ 25,302,924.28

J. MORIN,
Auditeur de la province.
Département du trésor, Québec, 11 août 1920.

ALEXANDER HYDE,
Assistant-trésorier de la province.

ETAT de la dette publique et des emprunts et dépôts temporaires de la province de Québec, au 30 juin 1920, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

DETTE FONDÉE

Date de l'émission	Où payable	Montant	—
1er janvier 1888.....	Londres ou Paris.....	\$ 3,182,800.00	
1er mars 1894.....	Londres ou Montréal.....	2,530,666.67	
30 décembre 1894.....	Londres ou Paris.....	5,332,976.00	
1er mai 1896.....	Londres ou Montréal.....	292,000.00	
1er avril 1897.....	Londres ou Montréal.....	1,360,000.00	
1er avril 1897.....	Londres.....	9,236,061.48	
1er janvier 1913.....	Londres.....	1,949,586.67	
1er juillet 1914.....	Londres.....	3,991,722.73	
1er juin 1916.....	Québec, Montréal ou New-York..	4,000,000.00	
1er mai 1916.....	Québec ou Montréal.....	130,000.00	
1er juin 1916.....	Québec ou Montréal.....	1,661,000.00	
1er mai 1918.....	Québec ou Montréal.....	41,300.00	
1er mars 1920.....	Québec, Montréal ou New-York..	7,000,000.00	
Fonds d'amortissement placé.....		40,708,113.55 2,176,362.25	
Dette fondée nette (y compris l'augmentation du capital par la conversion).....			\$ 38,531,751.30
EMPRUNTS ET DÉPÔTS TEMPORAIRES			
Emprunts temporaires.....		5,000,000.00	
Fonds de retraite des instituteurs.....		241,582.50	
Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.....		43,336.68	
Dépôts en garantie et fidéicommis.....		493,742.15	5,778,661.33
			\$ 44,310,412.63

J. MORIN,
Auditeur de la province.
Département du Trésor, Québec, 11 août 1920

ALEXANDER HYDE,
Assistant-trésorier de la province.
2985

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1920, as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.—Continued.

EXPENDITURE	—	—
Brought forward.....		17,806,769.72
Trust funds and deposits.....		408,904.56
Q. M. O. & O. Railway construction.....		\$ 18,215,674.28 750.00
Loans to Municipalities re Workmen's Dwellings.....		\$ 18,216,424.28 85,000.00
Payment of Temporary Loans.....		\$ 18,301,424.28 1,000,000.00
Redemption of Public Debt, payment of Loan 5 Geo. V, Cap. 2.....		6,000,000.00
		\$ 25,301,424.28
Quebec North Shore Turnpike Roads, Exchange of debentures.....		1,500.00
Total expenditure.....		\$ 25,302,924.28

J. MORIN,
Provincial Auditor.
Treasury Department, Quebec, 11th August, 1920.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.

STATEMENT of the public debt and temporary loans and deposits of the Province of Quebec, at the 30th June, 1920, as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

FUNDED DEBT.

Date of issue	Where payable	Amount	—
1st January, 1888.....	London or Paris.....	\$ 3,182,800.00	
1st March, 1894.....	London or Montreal.....	2,530,666.67	
30th December, 1894.....	London or Paris.....	5,332,976.00	
1st May, 1896.....	London or Montreal.....	292,000.00	
1st April, 1897.....	London or Montreal.....	1,360,000.00	
1st April, 1897.....	London.....	9,236,061.48	
1st January, 1913.....	London.....	1,949,586.67	
1st July, 1914.....	London.....	3,991,722.73	
1st June, 1916.....	Quebec, Montreal or New York...	4,000,000.00	
1st May, 1916.....	Quebec or Montreal.....	130,000.00	
1st June, 1916.....	Quebec or Montreal.....	1,661,000.00	
1st May, 1918.....	Quebec or Montreal.....	41,300.00	
1st March, 1920.....	Quebec, Montreal or New York...	7,000,000.00	
		40,708,113.55	
Sinking fund invested.....		2,176,362.25	
Net funded debt (including increase of capital by conversion).....			\$ 38,531,751.30
TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS			
Temporary Loans.....		5,000,000.00	
Teachers pension fund.....		241,582.50	
Protestant council of public instruction.....		43,336.68	
Security and trust deposits.....		493,742.15	5,778,661.33
			\$ 44,310,412.63

J. MORIN
Provincial Auditor.
Treasury Department, Quebec, 11th August, 1920.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
2986

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jacques-de-Leeds" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir les applications et d'émettre des polices d'assurance et de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe peut légalement faire, relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir : assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés), dans les limites du comté de Mégantic, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour du mois d'août 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec.

2979—33-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle de la paroisse de Saint-Jacques-de-Leeds" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes or extra-hazardous), within the limits of the county of Megantic, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of August, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

2980—33-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "American Central Insurance Company", autorisant cette compagnie à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, l'assurance contre la grêle et l'assurance contre les cyclones a été amendé pour faire les genres d'assurances suivants : l'assurance contre le feu, l'assurance sur les automobiles, l'assurance contre les explosions et l'assurance contre les cyclones, le et après le dixième jour du mois d'août 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef pour la province de Québec, sont : W.-G. Mackenzie, Lewis building, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour du mois d'août 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2991—33-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "American Central Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire insurance, hail insurance and tornado insurance, has been amended to transact the following classes of insurance : fire insurance, automobile insurance, explosion insurance and tornado insurance, on and after the 10th day of August, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : W.-G. Mackenzie, Lewis building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this 10th day of August, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch.

Treasury Department, Quebec. 2992—33-2

Ministère de l'agriculture

SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-Alphonse", avec sa principale place d'affaires à Saint-Alphonse (Bagotville), dans le comté de Chicoutimi.

Québec, le 9 août 1920.

Le ministre de l'agriculture,

2975

JOS.-ED CARON.

Department of Agriculture

STOCK BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Syndicat d'élevage de Saint-Alphonse", the principal place of business whereof is at Saint-Alphonse (Bagotville), in the county of Chicoutimi.

Quebec, 9th August, 1920.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

2976

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3292. Evelina-A. Charbonneau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Latour, artiste, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit George Latour, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28ième jour de mai 1920.

Montréal, 5 août 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
2955—33-5 LAVERY & DEMERS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2746. Dame Georgina Richer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Pontbriand, forgeron, du même lieu, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

Montréal, ce 6 août 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
2973—33-5 BRUCHESI.

Canada, province de Québec, district de Québec, No 3151. Dans la Cour supérieure.

Dame Catherine Joncas, de la ville de La Tuque, épouse commune en biens de Ambroise Bellavance, du même lieu, industriel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Ambroise Bellavance, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour de juillet 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
NADEAU & BELLEAU.
Québec, 29 juillet 1920. 2869—32-5

Province de Québec, district de Richelieu. Cour supérieure. No 6585.

Dame Mathilda Archambault, épouse commune en biens de Albert Chenette, industriel et commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Ours, district de Richelieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Albert Chenette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
P.-J.-ARTHUR CARDIN.
Sorel, ce 26 juillet 1920. 2809—31-5

Cour supérieure pour le district de Montréal, dans la province de Québec, No 1737.

Madame Marie-Louise Dumaine, épouse du défendeur, marbrier, dûment autorisée à ester en justice, des cité et district de Montréal, demanderesse ; contre ledit Joseph-George Piché, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

Le procureur de la défenderesse,
WILFRID BESSETTE.
Montréal, 15 juillet 1920. 2705—30-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3292. Evelina-A. Charbonneau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Latour, artist, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said George Latour, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th day of May, 1920.

Montreal, 5th August, 1920.

LEVERY & DEMERS,
2956—33-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 2746. Dame Georgina Richer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Pontbriand, blacksmith, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 6th August, 1920.

PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
2974—33-5 BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, No. 3151. In the Superior Court.

Dame Catherine Joncas, of the town of La Tuque, wife common as to property of Ambroise Bellavance, of the same place, mechanical, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Ambroise Bellavance defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the sixteenth day of July, 1920.

NADEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 29th July, 1920. 2870—32-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court. No. 6585.

Dame Mathilda Archambault, wife common as to property of Albert Chenette, tradesman, both of the parish of Saint-Ours, district of Richelieu, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Albert Chenette, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P.-J.-ARTHUR CARDIN,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 26th July, 1920. 2810—31-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No 1737.

Madam Marie-Louise Dumaine, wife of Joseph-George Piché, marber, of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff ; against the said Joseph-George Piché, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant in that case.

WILFRID BESSETTE,
Solicitor for plaintiff.
Montreal, 15th July, 1920. 2706—30-5

Assemblée

Meeting

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "The Napierville Junction Railway Company" aura lieu au siège social de la compagnie, dans la cité de Montréal, 286 rue Saint-Jacques, le 6 septembre 1920, à onze heures du matin, pour approbation de la section alternante à la jonction Delson, comté de Laprairie, appartenant au réseau ferroviaire de la compagnie Québec, Montreal & Southern.

Montréal, le 29 juillet 1920.

Par ordre du conseil d'administration,

Le secrétaire,

2899-32-4

A. L. CURRIE.

Public notice is hereby given that a general special meeting of the shareholders of "The Napierville Junction Railway Company" shall be held at the head office of the company, in the city of Montreal, 286 Saint James street, on the 6th September, 1920, at eleven o'clock in the forenoon for the purpose of approving the purchase of that part of the loop line, at Delson Junction, county of Laprairie, belonging to the Quebec, Montreal and Southern Railway Company.

Montréal, 29th July, 1920.

By order of the board,

A. L. CURRIE,

2900

Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné au public, conformément à l'article No 7505i des Statuts refondus, 1909, que la "Compagnie des réserves hydrauliques du lac Kénogami se propose de faire faire des écluses, digues et barrages pour l'emmagasinage en toutes saisons des eaux du lac Kénogami, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation et la constance des forces hydrauliques aux usines mues par les eaux de la rivière Chicoutimi et de la rivière aux Sables.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau du registraire de la division d'enregistrement No un du comté du Lac Saint-Jean et au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 5 août 1920.

LA COMPAGNIE DES RESERVES HYDRAULIQUES DU LAC KENO GAMI,

Par les procureurs,

2951 LAPOINTE & ROCHETTE.

Notice is hereby given, in conformity with the article No. 7505i of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that the "La Compagnie des réserves hydrauliques du lac Kénogami" intends to have constructed dams, embankments, dikes and weirs for the storing up during all seasons of the waters of lake Kénogami, so that they may be preserved and thus secure a regulated flow, a uniform and steady supply of water power to the hydraulic plants operated by the waters of the river Chicoutimi and river aux Sables.

Notice is moreover hereby given that for that object a petition, together with plans and estimates showing the location of the above constructions and the lands which might be affected by said works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of said plans and estimates have been deposited into the office of the registrar for the registration division No. 1 of the county of Lake Saint John and into the office of the registrar for the registration division of the county of Chicoutimi.

The request for authorization as expressed in said petition shall be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, 5th August, 1920.

LA COMPAGNIE DES RESERVES HYDRAULIQUES DU LAC KENO GAMI,

By LAPOINTE & ROCHETTE,

2952

Attorneys.

Canada, province de Québec, village de Chandler.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Chandler, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit Conseil, le quinzième jour de juillet mil neuf cent vingt, le Conseil du village de Chandler a ordonné et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de "La ville de Grand Pabos", laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes, savoir :

1. Les lots depuis y compris le No 69a jusqu'au No 80b, inclusivement dans le premier rang de la seigneurie de Pabos ainsi que de leurs subdivisions ;

Canada, Province of Quebec, village of Chandler.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the council of the village of Chandler, held at the ordinary place and hour of the meetings of the said Council, on the fifteenth day of July, nineteen hundred and twenty, the council of the village of Chandler has ordered and decreed the erection of its territory into a municipality of town under the law of the cities and towns, under the name of "The town of Grand Pabos", the said town will be comprised in the following boundaries, to wit :

1. The lots from the No. 69a (inclusively) to No. 80b, inclusively in the first range of the Seigniorie of Pabos, and also of their subdivisions ;

2. Tous les lots du Grand Banc de Pabos ;
 3. Toute l'étendue de la Baie du Grand Pabos comprise vis-à-vis les limites sus-dénommées et limitée à l'ouest par le prolongement de la limite ouest du susdit lot No 80b jusqu'à la laisse des basses eaux au nord du Grand Banc de Pabos, puis de là vers l'ouest une ligne suivant ladite laisse des basses eaux jusqu'à l'extrémité ouest dudit Banc du Grand Pabos.

Le tout suivant le numérotage des lots du cadastre officiel de la municipalité de Pabos.

Et que la corporation dudit village de Chandler s'adressera, dans les délais et en la forme prévue par la loi, au lieutenant-gouverneur en Conseil, le priant d'émettre les lettres patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Chandler en corporation de ville.

Fait et signé à Chandler, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,

MIKE MURPHY.

Le secrétaire-trésorier,

2779-31-4 J. ROUSSEAU BASTIEN.

Canada, province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Donnacona, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit conseil, le quinzième (15e) jour de juillet mil neuf cent vingt, le conseil du village de Donnacona a ORDONNÉ ET DÉCRÉTÉ l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et des villes, sous le nom de la ville de Donnacona, laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes :

1. Vers le nord-est les lots 75, 76 et 77 ;
2. Vers le sud-est le fleuve St-Laurent ;

3. Vers le nord-ouest et le sud-ouest la rivière Jacques-Cartier.

Le tout suivant le cadastre officiel de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

Le chiffre actuel de la population du village de Donnacona, tel qu'établi par recensement spécial ordonné pour cette fin, est de huit cent quatre-vingt-sept (887) âmes.

Et que la corporation dudit village de Donnacona s'adressera, dans les délais et en la forme prévus par la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'émettre les lettres-patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Donnacona en corporation de ville.

Fait et signé à Donnacona, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,

NAP. BOIVIN.

Le secrétaire-trésorier,

2711-30-4 O. ROYER.

2. All the lots of the Grand Banc de Pabos ;
 3. All the superficie of the Bay of Grand Pabos comprised in the above mentioned boundaries, and bounded on the west side by the prolongation of the west boundary line of the aforesaid lot No. 80b until the low tide mark on the shore of the Grand Banc de Pabos; and thence to the west a line following the said low tide mark until the west end of the said Banc du Grand Pabos.

The whole according the numbers of the official cadastre of the municipality of Pabos.

And that the corporation of the village of Chandler will make a request, in the delays and formalities provided for by the law, to the Lieutenant-Governor, praying the said lieutenant-governor to issue the letters patent erecting the territory above described of the municipality of the village of Chandler into a corporation of town.

Done and signed at Chandler aforesaid, on this sixteenth day of July, nineteen hundred and twenty.

MIKE MURPHY,

Mayor.

J. ROUSSEAU BASTIEN,

Secretary-Treasurer.

2780-31-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that at a special sitting of the council of the village of Donnacona, held at the ordinary place and hour of the sittings of the said council, on the fifteenth (15th) day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty, the council of the village of Donnacona DID ORDER AND DECREE the erection of its territory into a city municipality under the cities and towns act, under the name of the town of Donnacona, which town will be comprised within the following bounds :

1. To the north east lots 75, 76 and 77 ;
2. To the southeast the Saint Lawrence river ;
3. To the northwest and the south west the Jacques-Cartier river.

The whole in accordance with the official cadastre of the municipality of Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

The actual population of the village of Donnacona, as established by the special census ordered for this purpose, is of eight hundred and eighty seven (887) souls, and that the corporation of the said village of Donnacona shall, within the delay and in the form fixed by the law, apply to the Lieutenant-Governor in Council praying for the issue of letters patent erecting the above described territory of the municipality of the village of Donnacona, into a town corporation.

Done and signed at Donnacona, this sixteenth day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty.

NAP BOIVIN,

Mayor.

O. ROYER,

Secretary-Treasurer.

2712-30-4

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 151. *In re*: E.-G. Aziz, 185 Beaubien-Est, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au septième jour de septembre

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 151. *In re*: E. G. Aziz, 185 Beaubien street East, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection up to the seventh day of September, 1920, after

1920 après laquelle date, en cas de non contestation, il sera payable à mes bureaux.

Le curateur,

OSCAR BEAUCHAMP.

Chambre 2, édifice La Presse.

51 rue Saint-Jacques, Montréal. 2953

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *Re*: Emile Bourdeau, tailleur et modes, des cité et district de Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 9 août 1920, j'ai été nommé curateur aux biens du susnommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,

PAUL-L. TURGEON

Bureau de Chartrand & Turgeon,

55 rue Saint-Frs-Xavier, Montréal. 2971

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 102. Dans l'affaire de Major & Sylvestre, bouchers, ville Saint-Laurent, Q. Q., faillis.

Avis est présentement donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, j'ai été nommé, ce jour, curateur aux biens desdits faillis ci-haut mentionnés.

Les créanciers desdits faillis ou toute personne ayant des réclamations contre ces derniers devront produire telles réclamations, dûment attestées sous serment, entre mes mains, à mon bureau, 30 rue Saint-Jacques, le ou avant le 31 août 1920, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

Montréal, ce 9 août 1920.

Le curateur,

GEORGES DUCLOS.

30, rue Saint-Jacques.

2983

Cour supérieure, district d Iberville. Dans l'affaire de "The C. R. Cousins Co., Ltd.", en liquidation.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, et sera ouvert à objection jusqu'au premier de septembre prochain, date où il sera payable au bureau de la Banque Canadienne du Commerce, à Saint-Jean, Qué.

Le liquidateur,

G. GUILLET.

Iberville, 9 août 1920.

3605

which date, in case of no contestation, it will be payable at my offices.

OSCAR BEAUCHAMP,

Curator.

Room 2, La Presse bldg.

51 Saint James street, Montreal. 2954

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re*: Emile Bourdeau, tailor and millinery, of the city and district of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated 9th August, 1920, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL-L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,

55 Saint-Frs-Xavier street, Montreal. 2972

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 102. In the matter of Major & Sylvestre, butchers, ville Saint-Laurent, P. Q., insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, I have been appointed, this date, curator to the assets of the above named insolvents.

The creditors of the said insolvents or any person having claims against them must file their sworn claims with me, at my office, No. 30, Saint James street, Montreal, on or before the 31st day of August, 1920, so to be collocated on the dividend sheet.

Montreal, 9th August, 1920.

GEORGES DUCLOS,

Curator.

30 Saint James street.

2984

Superior Court, district of Iberville. In the matter of The C. R. Cousins Co., Ltd, in liquidation.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until the first of September next, on which date it will be payable at the office of the Canadian Bank of Commerce, at Saint John's, Que.

G. GUILLET,

Liquidator.

Iberville, 9th August, 1920.

3006

Minutes de notaire

Québec, 19 juillet 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. J.-S.-Aimé Ashby, notaire, pratiquant et demeurant à Lachine, comté de Jacques-Cartier, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alfred Narcisse LePailleur, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

2719-30-5

C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, 19th July, 1920.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that application has been made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-S.-Aimé Ashby, notary, practising and residing at Lachine, county of Jacques-Cartier, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Alfred Narcisse LePailleur, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

2720-30-5

Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec, cité de Lachine.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine recevra jusqu'au 31 août 1920 à 5 heures P.M. au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour débetures" au montant de \$154,000.00, émises pour divers objets et en vertu de divers règlements, savoir :

a. *Règlement No 313.*—\$8,000.00 datées du 1er mai 1920 remboursables en Canada le premier mai 1925, intérêt 6% payable à Montréal ou à Toronto les premiers mai et novembre, dénomination \$1,000.00 ;

b. *Règlement No 314 et 315.*—\$61,000.00 datées du 1er juin 1920, remboursables au Canada, le premier juin 1925, intérêt 6% payable à Montréal ou à Toronto, les premiers juin et décembre, dénomination \$1,000.00 ;

c. *Règlement No 316.*—\$15,000.00, datées du 1er juin 1920 remboursables en Canada le premier juin 1950, intérêt 6% payable à Montréal ou à Toronto, les premiers juin et décembre, dénomination \$1,000.00 ;

d. *Règlement No 317.*—\$70,000.00 datées du 1er juin 1920 remboursable en Canada dans les dix ans de leur émission en séries de \$7,000.00 par année, dénomination \$1,000.00, intérêt 6% payable à Montréal ou à Toronto les premiers juin et décembre.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% de chaque émission pour laquelle la soumission est faite.

Le chèque de celui des soumissionnaires dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les soumissions devront être faites séparément pour chacun des items a, b, c, d.

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil qui sera tenue le 31 août 1920, à huit heures du soir ou à un ajournement de cette séance.

Donné à Lachine, ce 10 août 1920.

Le secrétaire-trésorier,

2981

EDGAR LEDUC.

Province of Quebec, city of Lachine.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will receive until the 31st of August, 1920, at five o'clock P.M., at the office of the undersigned written tenders, sealed and endorsed as follows : "Tenders for debentures" for a sum of \$154,000.00 issued for various purposes and in virtue of various by-laws as follows, to wit :

a. *By-law No. 313.*—\$8,000.00 dated 1st May, 1920, payable in Canada on the 1st of May, 1925, interest 5% payable at Montreal or Toronto on the 1st day of May and November, denomination \$1,000.00 ;

b. *By-laws Nos. 314-315.*—\$61,000.00 dated 1st June, 1920, payable in Canada on the 1st June, 1925, interest 6% payable at Montreal or Toronto on the 1st day of June and December, denomination \$1,000.00 ;

c. *By-law No. 316.*—\$15,000.00 dated the 1st June, 1920, payable in Canada on the 1st of June, 1950, interest 6% payable at Montreal or Toronto on the 1st of June and December, denomination \$1,000.00 ;

d. *By-law No. 317.*—\$70,000.00 dated 1st June, 1920, payable in Canada within ten years of their issue in series of \$7,000.00 per year, denomination \$1,000.00 ; 6% interest payable at Montreal or Toronto on the 1st of June and December.

Tenders must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of each issue for which the tender is made.

The cheque of the tenders whose tender is accepted will be given back to him after his contract is fulfilled.

Separate tenders are to be made for each of items a, b, c, d.

The lowest nor any of the tenders will be necessarily accepted.

Every tender must specify whether the price offered includes the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be considered at a public sitting of the council which will be held on the 31st of August, 1920, at eight o'clock in the evening or at an adjournment of the said meeting.

Dated at Lachine, this 10th day of August, 1920.

EDGAR LEDUC,

Secretary-treasurer.

2982

Ventes par licitation

Sales by Licitacion

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 461.

Avis public est par le présent donné par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le quatrième jour de juin 1920, dans une cause dans laquelle FREEMAN-D. NORRIS, cultivateur, du canton de Granby, dit district, est demandeur ; et DAME THERESA BURNS, de Ogdensburg, dans l'état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de John Dorsey, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse ; et Dame Matty Burns, de Kansas city, dans l'état du Missouri, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de James Cotter, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse, sont défen-

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 461.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, the fourth day of June, 1920, in a cause in which FREEMAN-D. NORRIS, farmer, of the township of Granby, said district, was plaintiff ; and DAME THERESA BURNS, of Ogdensburg, in the state of New-York, one of the United States of America, wife separate as to property of John Dorsey, of the same place, and the latter to authorize his said wife ; and Dame Matty Burns, of Kansas city, in the state of Missouri, one of the United States of America, wife separate as to property of James Cotter, of the same place, and the latter to authorize his said wife,

deur, ordonnant la licitation de certains immeubles désigné comme suit, savoir :

1. La moitié nord de la moitié sud des lots Nos 15 A, B, C, du premier rang de Milton ;

2. Les lots 14-E, 14-F et les parties du côté nord du chemin allant à l'est de Mawcook, dans le 10ième rang des lots 14-B, 4-C et 14-D, moins la partie des lots 14-E et 14-B, étant la propriété de l'ancienne succession Larocque ;

3. Le quart indivis du lot cadastral No 16 du 11ième rang du canton de Granby ;

4. La moitié indivise du lot cadastral No 17 dudit 11ième rang de Grangy, dit district.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, au village de Sweetsburg, district de Bedford, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devront être déposées au greffe du protonotaire de ladite Cour supérieure au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toutes oppositions à fin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forecloses du droit de le faire.

Sweetsburg, 5 août 1920.

Les avocats du demandeur,

2949—33-2

GIROUX & GIROUX.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 56. Dame Catherine Gurry, demanderesse ; vs Dame Margaret Meehan *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, rendu le 30ième jour de juin 1920, dans une cause portant le No 56 des registres de ladite Cour, dans laquelle Dame Catherine Gurry, du village de Windsor Mills, district de Saint-François, veuve de feu Michel Meehan, de son vivant de Windsor Mills susdit, rentier, est demanderesse ; et Dame Margaret *alias* Maggie Meehan, autrefois veuve de feu David Duval, et maintenant épouse de Fred W. Brent, de la cité de Lynn, dans l'état du Massachusetts, et ledit Fred W. Brent afin d'autoriser sadite épouse ; Dame Elizabeth *alias* Lizzie Meehan, épouse de George Andrews, de la cité de Lynn, dans l'état du Massachusetts, et ledit George Andrews afin d'autoriser sadite épouse ; John Meehan, de Lock Port, dans l'état de New-York, tous des Etats-Unis d'Amérique ; Catherine *alias* Kate Meehan, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François ; Agnès *alias* Aggie Meehan, épouse de Aimé Trudeau, de la ville de Windsor, district de Saint-François, et ledit Aimé Trudeau afin d'autoriser sadite épouse, sont défendeurs, ordonnant la vente d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit :

Ce certains emplacement situé sur la rue Dearden, dans la ville de Windsor Mills, connu et désigné sur le plan officiel et le livre de référence pour le village de Windsor Mills comme étant les lots numéro 380, 386 et 387—avec les dépendances et bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-haut mentionné et décrit sera mis à l'enchère en bloc et adjugé au plus offrant

are defendants, ordering the licitation of certain immovable property described as follows, to wit :

1. The north half of the south half of lots Nos 15 A, B, C, of the first range of Milton ;

2. Lots No. 14-E, 14-F and the parts on the north side of the highway leading to the east from Mawcook, in the 10th range of the lots 14-B, 14-C and 14-D, less the part of lots 14-E and 14-B, the property of the Larocque estate ;

3. The undivided quarter of cadastral lot No. 16 of the 11th range of Granby ;

4. The undivided half of cadastral lot No. 17 of the said 11th range of Granby, said district.

The said immovable property will be put up at auction and adjudicated to the last and highest bidder, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, 1920, in open Court, in the Court room at the Court House, in the village of Sweetsburg, district of Bedford, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the *cahier des charges* deposited at the office of the prothonotary of said Court ; and all the oppositions to annul, to discharge or to withdraw, concerning the said licitation, must be deposited at the office of the prothonotary of said Superior Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all oppositions *afin de conserver* must be deposited within six days after the adjudication ; and on default by said parties to deposit the said oppositions within said delay as aforesaid, they shall be foreclosed of the right to do so.

Sweetsburg, 5th August, 1920.

GIROUX & GIROUX,

2950—33-2

Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court. No. 56. Dame Catherine Gurry, plaintiff ; vs Dame Margaret Meehan *et al*, defendants.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Saint Francis, rendered on the 30th day of June, 1920, in a cause bearing the number 56 of the records of the said Court, wherein Dame Catherine Gurry, of the village of Windsor Mills, district of Saint-François, widow of the late Michael Meehan, in his lifetime of Windsor Mills aforesaid, gentleman, is plaintiff ; and Dame Margaret *alias* Maggie Meehan, formerly widow of the late David Duval, and now wife of Fred W. Brent, of the city of Lynn, in the state of Massachusetts, and the said Fred W. Brent for the purpose of authorizing his said wife ; Dame Elizabeth *alias* Lizzie Meehan, wife of George Andrews, of the city of Lynn, in the state of Massachusetts, and the said George Andrews for the purpose of authorizing his said wife ; John Meehan, of Lock Port, in the state of New-York, all the said defendants in the United States of America ; Catherine *alias* Kate Meehan, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis ; Agnès *alias* Aggie Meehan, wife of Aimé Trudeau, of the town of Windsor, district of Saint Francis, and the said Aimé Trudeau for the purpose of authorizing his wife, are defendants, ordering the sale by licitation of a certain immovable property described as follows :

That emplacement situated on Dearden street, in the town of Windsor Mills, known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Windsor Mills as being the lots numbers 380, 386 and 387—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

The above mentioned and described immovable will be put up at auction *en bloc* and adjudi-

et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE 1920, devant la Cour supérieure, siégeant ladite Cour supérieure au Palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, à DEUX heures de l'après-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats de la demanderesse,
NICOL, LAZURE & COUTURE.
Sherbrooke, 30 juillet 1920. 2867—32-2

Canada, province de Québec, district de Hull.
Cour supérieure, No 5314.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district de Hull, le quinzième jour de juin 1920, dans une cause dans laquelle Dame Denise Pilon, veuve de feu Urbain Viau, en son vivant percepteur des taxes d'eau, des cité et district de Hull, est demanderesse; contre Laurier Viau et Ludovic Viau, tous deux des cité et district de Hull; Dame Freda Viau, épouse de Omer Bisson, des cité et district de Montréal, et ledit Omer Bisson pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame Yvonne Viau, épouse de Arthur Lalonde, de Ravensworth, dans la province d'Ontario, et le dit Arthur Lalonde pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame Solange Viau, épouse de Omer Lavoie, de la cité et district de Hull, et ledit Omer Lavoie pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et Maxime Viau, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs: Simone Lavallée et Aurèle Lavallée et Armand Lavallée et Alire Lavallée, des cité et district de Hull, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

La moitié indivise de la subdivision trente-quatre du lot deux cent cinquante-quatre du quartier numéro un de la cité de Hull—avec les bâtisses dessus construites; l'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, de la cité et district de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN & STE MARIE.
Hull, le 29 juillet 1920. 2871—32-2

cation made to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1920, before the Superior Court, sitting the said Superior Court at the Court House, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, at TWO o'clock in the afternoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and the parties failing to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 30th July, 1920. 2868—32-2

Canada, Province of Quebec, district of Hull.
Superior Court. No. 5314.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Hull, the fifteenth day of June 1920, in an action in which Dame Denise Pilon; widow of the late Urbain Viau, in his lifetime collector of water rates, of the city and district of Hull, is plaintiff; against Laurier Viad and Ludovic Viad, both of the city and district of Hull; Dame Freda Viau, wife of Omer Bisson; of the city and district of Montreal, and the said Omer Bisson to authorize his wife to these presents; Dame Yvonne Viau, wife of Arthur Lalonde, of Ravensworth, in the Province of Ontario, and the said Arthur Lalonde to authorize his wife to these presents; Dame Solange Viau, wife of Omer Lavoie, of the city and district of Hull, and the said Omer Lavoie to authorize his wife to these presents; and Maxime Viau, of the city of Ottawa, Province of Ontario, in his quality of tutor to the minor children: Simone Lavallée and Aurèle Lavallée and Armand Lavallée and Alire Lavallée, of the city and district of Hull, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

The undivided part of subdivision thirty four of lot two hundred and fifty four in ward number one of the city of Hull—with the buildings thereon erected: the said immoveable above mentioned will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, at the sitting of the Superior Court, in the Court house, at Hull, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next (1920), subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and all oppositions à fin d'annuler, à fin de charge or à fin de distraire to the said licitation must be deposited in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and every opposition à fin de conserver must be deposited within 6 days after the adjudication; and in default by the parties to file said oppositions within the delays prescribed by these presents, they shall be foreclosed from doing so.

DEVLIN & STE MARIE,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 29th July, 1920. 2872—32-2

Vente pour taxes municipales

CANADA—PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE BROMPTONVILLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-Adéard Ouellet, secrétaire-trésorier de la ville de Bromptonville, que l'immeuble ci-dessous décrit sera vendu à l'enchère publique, dans la salle des séances du conseil, à Bromptonville, MERCREDI, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour les taxes municipales et scolaires et autres redevances dues à la municipalité de la ville de Bromptonville, sur le lot ci-après désigné, à moins que lesdites taxes ne soient payées, avec frais, avant la vente, savoir :

Comme appartenant à la succession de Jos. Fontaine :

Le lot de terre connu sous le numéro vingt-huit "E" deux (28E-2) dans le rang quatre du canton, de Brompton, au cadastre officiel de ce canton sauf les réserves concernant les mines et les travaux mitoyens.

Taxes municipales dues.....\$ 8.15
Taxes scolaires dues.....4.49

\$12.64

Le secrétaire-trésorier de la ville de Bromptonville,

J.-A. OUELLET.

Donné à Bromptonville, le trois août 1920.

2919—32-2

Sale for municipal taxes

CANADA—PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BROMPTONVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned J.-Adéard Ouellet, secretary-treasurer of the town of Bromptonville, that the lot and immoveable hereunder described will be sold at public auction, in the hall where the council usually hold its sittings, in the town of Bromptonville, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next (1920), at TEN o'clock in the forenoon (day light saving time), for municipal and school taxes due to the said municipality of the town of Bromptonville, on the lot hereafter described, unless the said taxes be paid, with the costs, before the sale, to wit :

As belonging to Joseph Fontaine estate.

Lot number twenty-eight ("E" two (28E-2) in the fourth rang of the township of Brompton, on the official cadastral plan for said township, save and except the reservation in connection with the mines and common works.

Municipal taxes due.....\$ 8.15
School taxes due.....4.49

\$12.64

J.-A. OUELLET,

Secretary-treasurer of the town of Bromptonville,

Given at Bromptonville, the 3rd of August, 1920.

2920—32-2

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DAME MARIE-LOUISE CARDIN, demanderesse ; vs JOSEPH ROBERGE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Un emplacement situé dans la ville de Victoriaville, sur le côté est de la rue Paradis, faisant partie du lot No 139 du cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, contenant 70 pieds de front sur 125 pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Paradis, en arrière par Dame D.-O. Bourbeau, d'un côté par R. Paradis ou représentants et de l'autre côté par Henri Levasseur—avec les bâtisses y érigées.

La vente à être faite à la charge par l'acquéreur de payer à Romuald Paradis ou représentants, une rente foncière et annuelle de \$12.00, payable suivant les titres et rachetable par un capital de \$200.00 ;

2. Une terre située dans la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, de la contenance de 5 arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot et connue et désignée comme étant le lot

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } DAME MARIE-LOUISE CARDIN, plaintiff ; vs JOSEPH ROBERGE, defendant.

As belonging to said defendant :

1. An emplacement situated in the town of Victoriaville, upon the east side of Paradis street, forming part of lot No 139 of the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, containing 70 feet in front by 125 feet in depth, more or less ; bounded in front by said Paradis street, in depth by Dame D.-O. Bourbeau, on one side by R. Paradis or representatives and on the other side by Henri Levasseur—with the buildings thereon erected.

The sale to be made at the charge by the purchaser to pay to Romuald Paradis or representatives, a yearly ground rent of \$12.00, according to titles and repurchasable with a capital of \$200.00 ;

2. A piece of land situated in the parish of Saint-Albert-de-Warwick, containing 5 arpents in front by the depth of the lot, known and designated as being the lot No 781 and the north

No 781 et la partie nord-est du lot No 782 du cadastre officiel du canton de Warwick et tel que contenue dans les bornes suivantes, savoir : des deux bouts par les cordons des rangs, d'un côté par le terrain de Appolinaire Tremblay et de l'autre côté par celui de Georges Boisvert—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus : le premier immeuble à la porte de l'église paroissiale de Saint-Victoire (Victoriaville), à DIX heures de l'avant-midi ; et le second immeuble à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert-de-Warwick, à MIDI, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1920).

Bureau du shérif. Le shérif,
Arthabaska, 7 août 1920. J.-E. GIROUARD.
2945—33-2
[Première publication, 14 août 1920]

east part of lot No 782 of the official plan and book of reference of the township of Warwick and as contained in the following boundaries, to wit : at both ends by the concession lines, on one side by the land belonging to Appolinaire Tremblay and on the other side by the land belonging to Georges Boisvert—with the buildings thereon erected.

To be sold : the immovable above described in first place, at the parochial church door of Sainte-Victoire (Victoriaville), at TEN o'clock in the forenoon ; and the immovable above designated in second place, at the parochial church door, of Saint-Albert-de-Warwick, at TWELVE o'clock (noon), on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next (1920).

Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Arthabaska, 7th of August, 1920. Sheriff.
2946—33-2
[First publication, 14th August, 1920]

BEAUHARNOIS

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District of Beauharnois.
Province de Québec, } **DANS l'affaire de**
District de Beauharnois. } **FELIX CAR-**
No 195. } **DINAL, failli ; et J-**
ULRIC BEDARD, curateur.
Saisi comme appatenant audit failli :

Un lot de terre ou emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka, sous le numéro deux cent quatorze (No 214) de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de largeur sur environ trois cent soixante et sept pieds de profondeur, plus ou moins et contenu dans les bornes suivantes, savoir : au nord-ouest par le chemin de front, au sud-est par le résidu du No 214, étant la partie appartenant à Chrysologue Myre, au sud-ouest par une route, et au nord-est par les Nos 213 et 215—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain 1920, à MIDI ET DEMI de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Salaberry de Valleyfield, 17 juillet 1920. L.-O. THISDALE.
2715—30-2
[Première publication, 25 juillet 1920]

BEAUHARNOIS

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec, } **IN the matter of**
District of Beauharnois. } **FELIX CARDINAL,**
No. 195. } **insolvent ; and J-UL-**
RIC BEDARD, curator.

The following property belonging to the insolvent under seizure.

A lot of land or emplacement forming part of the lot of land known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint-Stanislas-de-Kostka, under number two hundred and fourteen (No. 214) measuring ninety feet in width by about three hundred and sixty seven feet in depth, more or less, and contained within the following bonds to wit : to the north-west by the front road, to the south east by the remainder of No. 214, being the part belonging to Chrysologue Myre, to the south east by a by-road, and to the north east by Nos 213 and 215—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Stanislas-de-Kostka, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, 1920, at HALF PAST TWELVE in the afternoon.

Sheriff's office. L. O. THISDALE,
Salaberry de Valleyfield, 17th July, 1920. Sheriff.
2716—30-2
[First publication, 25th July, 1920]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure.

Province de Québec, } **CATHERINE**
District de Gaspé, } **QUINN, de la**
Comté de Bonaventure. } **municipalité d'Es-**
No 2181. } **cuminac, demande-**
resse ; vs HENRY QUINN, cultivateur, de la
municipalité d'Escuminac, défendeur.

Le lot No 4 du rang ouest Escuminac, canton Nouvelle ; borné au nord par la rivière Escuminac, au sud par le lot No 2, au sud-ouest par l'extrémité du rang, et au nord par le lot No 4, irrégulier et mesurant cent cinquante-cinq acres en étendue—avec une maison, une grange et un

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.

Province of Quebec, } **CATHERINE**
District of Gaspé, } **QUINN, of the**
County of Bonaventure } **municipality of Es-**
No. 2181. } **cuminac, plaintiff ;**
vs HENRY QUINN, farmer, of the municipality
of Escuminac, defendant.

Lot No. 4 of the range west Escuminac, township of Nouvelle ; bounded on the north by the river Escuminac ; on the south by lot No. 2, on the south west by the limit of the range, and on the north by lot No 4, irregular and containing one hundred and fifty five acres in superficies—

hangar dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale presbytérienne d'Escuminac, JEUDI, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1920, à NEUF heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

W. M. SHEPPARD.

New-Carlisle, le 4 août 1920. 2941—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit—New-Carlisle.

Province de Québec, } **THE LEBOUTIL-
District de Gaspé, } LIER BROS
Comté de Bonaventure. } COMPANY, LI-
No 1920. } MITED, demande-**

resse; contre les terres et tenements d'EDMOND DELAROSBETTE (THEOPHILE), défendeur.

Un lopin de terre situé dans le troisième rang de Paspébiac, ayant environ un quart d'acre de terre en front par dix-huit acres de profondeur, plus ou moins, faisant partie de la moitié ouest du lot cadastral No 850 du canton de Cox, division de Paspébiac; borné en front par le second rang, en arrière par le quatrième rang, à l'est par William Grenier ou l'autre moitié dudit lot No 850, et à l'ouest par Michel Horthe, mesurant quatre acres et demi de terre en superficie, plus ou moins—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Paspébiac, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, C. B.,

W. M. SHEPPARD.

New-Carlisle, 5 août 1920. 2943—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **LOUIS GERVAIS,
No 283. } demandeur; contre**

LA COMPAGNIE BONNEVILLE ET GAGNON, corporation constituée par lettres patentes sous le sceau de la province de Québec, ayant son siège social d'affaires à Saint-Rémi, district d'Iberville; **AIMÉ BÉDARD**, de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Aimé Bédard:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, contenant soixante et dix pieds de largeur, mesure anglaise, sur un arpent de profondeur environ, tel qu'il est actuellement clôturé, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro un (Pt. No 1) sur les plan et livre de renvoi officiels dudit village de Saint-Rémi; borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière au nord-ouest et d'un côté au nord-est par Louis Ste. Marie, représentant James Richardson, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro trois (No 3), appartenant à Charles Crette—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville,

with a house, barn and shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the presbyterian parochial church door of Escuminac, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1920, at the hour of NINE in the forenoon.

Sheriff's office.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff.

New-Carlisle, 4th August, 1920. 2942—33-2

[First publication, 14th August, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—New-Carlisle.

Province of Quebec, } **THE LEBOUTIL-
District of Gaspé, } LIER BROS
County of Bonaventure } COMPANY, LI-
No 1921. } MITED, plaintiff;**

against the lands and tenements of EDMOND DELAROSBETTE (THEOPHILE), defendant.

A certain lot of land situated in the third range of Paspébiac, being about a quarter of an acre of land in front by eighteen acres in depth more or less; forming part of the half west of Cadastral lot No 850 of the township of Cox, division of Paspébiac; bounded in front by the second range, in rear by the fourth range to the east by William Grenier or the other half of the said lot No 850, and on the west by Michel Horthe, containing four and a half acres of land in superficies, more or less—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Paspébiac, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next ensuing (1920), at the hour of TEN in the forenoon.

Sheriff's office.

W. M. SHEPPARD,

New-Carlisle, 5th August, 1920. Sheriff, C. B.

2944—33-2

[First publication, 14th August, 1920]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } **LOUIS GERVAIS,
No. 283. } plaintiff; against**

LA COMPAGNIE BONNEVILLE ET GAGNON, a corporation formed by letters patent under the seal of the Province of Quebec, with its place of business at Saint-Rémi, district of Iberville. **AIMÉ BÉDARD**, of Saint-Rémi, in the district of Iberville, defendants.

As belonging to the said defendant, Aimé Bédard.

An emplacement situate in the village of Saint-Rémi, in the county of Napierville, containing seventy feet in width, english measurement, by about one arpent in depth, as it is presently fenced in, being a part of the lot known and designated under the number one (Pt. No. 1) on the official plan and book of reference of the said village of Saint-Rémi; bounded in front by Notre Dame street, in the rear to the northwest and on one side to the northeast by Louis Ste. Marie, representing James Richardson, and on the other side to the southwest by the lot number three (No. 3), belonging to Charles Crette—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Rémi, district of Iberville, on the

le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif.
Saint-Jean, 9 août 1920. ARTHUR LASNIER.
2947—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. ARTHUR LASNIER,
Saint John's, 9th August, 1920. Sheriff.

2948—33-2

[First publication, 14th August, 1920].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LOAN**
No 2337. } **COMPANY OF CANADA**, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires, pour la province de Québec dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs **JOSEPH-ADELARD DESCARRIES**, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le huitième jour de juillet dernier, aura lieu au même endroit, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$350.00 sera exigé de chaque enchérissur, lors de son enchère suivant jugement de l'hon. juge Loranger, en date du 14ième jour de juillet 1919.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 11 août 1920. L.-J. LEMIEUX.
2995

[Première publication, 14 août 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
No 125. } **REAL**, corps légalement constitué de la cité de Montréal, demanderesse ; vs **J.-A.-H. HEBERT**, défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Dickson, qui est la subdivision de lot numéro vingt-trois (23) du lot numéro vingt et un (21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexé à la cité de Montréal et constituant le quartier Mercier-Maisonnette.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
Montréal, 11 août 1920. EUGENE GOUIN.
2997—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **OLIVA PRAIRIE**,
No 4579. } demandeur ; vs
L.-E. LORTIE, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Michel, connu et désigné comme étant la partie sud du lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-P. S.I.) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant, ladite partie de lot, environ trente pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front par le chemin public de la montée Saint-Michel, d'un côté par la partie nord du même lot appartenant à Alphonse Corbeil, en arrière et de l'autre côté par d'autres parties du dit lot origi-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN**
No. 2337. } **COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business, for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs **JOSEPH-ADELARD DESCARRIES**, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, on the eighth day of July last, shall take place at the same place, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$350.00 shall be exacted from each and every bidder, at the time of the auction, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Loranger, dated the 14th day of July 1919.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX.
Montreal, 11th August, 1920. Sheriff.

[First publication, 14th August, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MONT-**
No. 125. } **TREAL**, a legally constituted body, of the city of Montreal, plaintiff ; vs **J.-A.-H. HEBERT**, defendant.

A lot of land bounded in front by Dickson street, being lot subdivision number twenty-three (23) of the lot number twenty-one (21) on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal, and forming the Mercier-Maisonnette ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, EUGENE GOUIN,
Montreal, 11th August, 1920. Deputy Sheriff.

[First publication, 14th August, 1920]

2998—33-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **OLIVA PRAIRIE**, plain-
No. 4579. } tiff ; vs **L.-E. LORTIE**,
defendant.

An emplacement situate in the town of Saint-Michel, known and designated as being the south part of the lot of land known and designated under the number one of the official subdivision of the primitive lot number three hundred and forty three (343-S.P.I.) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, the said part of lot containing about thirty feet and six inches in width by ninety feet in depth, English measurement and more or less ; bounded in front by the public road of the montée Saint-Michel, on one side by the north part of the same lot belonging to Alphonse Corbeil, in the rear and on the other side by other

naire numéro trois cent quarante-trois—avec
bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
2999—33-2 EUGENE GOUIN.
[Première publication, 14 août 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **CITE DE WEST-**
No 4993. } **MOUNT,** corpora-
tion municipale ayant son siège social dans
la cité de Westmount, dans le district de Mont-
réal, demanderesse ; vs **WILLIAM (alias Willie)**
CECIL CHRISTMAS, défendeur.

Un lot situé dans la cité de Westmount,
district de Montréal, qui est la subdivision
(106) cent six du lot trois cent quatre-vingt-
quatre (No 384), connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Mont-
réal, ayant front sur l'avenue Columbia—avec
bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité
de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
3001—33-2 EUGENE GOUIN.
[Première publication, 14 août 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **THE SUN TRUST**
No 564. } **COMPANY, LIM-**
ITED, corps politique et dûment incorporé, ayant
son principal bureau et place d'affaires dans les
cité et district de Montréal, demanderesse ; vs
LA COMPAGNIE DE L'EDIFICE DANDU-
RAND, LIMITEE, une corporation ayant son
principal bureau d'affaires dans les cité et dis-
trict de Montréal, défenderesse.

Un emplacement connu sous le numéro quatre
cent trente et un des plan et livre de renvoi offi-
ciels du quartier Saint-Louis, à Montréal, conte-
nant cinquante-trois pieds de front sur la rue
Saint-Denis par une profondeur d'environ cent
un pieds et deux pouces dans la ligne sud-est et
cent un pieds dans la ligne nord-ouest sur l'aligne-
ment de la rue Sainte-Catherine-Est, le tout me-
sure anglaise et plus ou moins—avec maisons
dessus construites portant les numéros 290-294 et
300 de la rue Sainte-Catherine-Est et 186 de la rue
Saint-Denis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 11 août 1920. L.-J. LEMIEUX.
2993—33-2
[Première publication, 14 août 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **HENRY RICHARD**
No 565. } **TRENHOLME**
ET AL., ES-QUALITÉ, demandeurs ; vs **CHARLES-**
EDOUARD MESSIER ET ADRIEN MES-
SIER, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires
de Christophe Messier et **JOSEPH N. GUIN-**
DON ET LOUIS D.-LATOUR, défendeurs.

Une lisière de terre, dans le quartier Notre-
Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, faisant
partie du lot connu et désigné sous le numéro
14 des plan et livre de renvoi officiels de la
municipalité de la paroisse de Montréal, et plus

parts of the said primitive lot number three
hundred and forty three—with buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next,
at TEN o'clock in the forenoon.

EUGENE GOUIN,
3000—33-2 Deputy Sheriff.
[First publication, 14th August, 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **CITY OF WEST-**
No. 4993. } **MOUNT,** a municipal
corporation having its principal place of business
in the city of Westmount, in the district of
Montreal, plaintiff ; vs **WILLIAM (alias Willie)**
CECIL CHRISTMAS, defendant.

One lot situate in the city of Westmount,
district of Montreal, being subdivision (106)
one hundred and six of lot three hundred and
eighty four (No. 384), known and designated
on the official plan and book of reference of the
parish of Montreal, fronting on Columbia
avenue—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EUGENE GOUIN,
3002—33-2 Deputy sheriff.
[First publication, 14th August, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **THE SUN TRUST COM-**
No. 564. } **PANY, LIMITED,** a
body politic and duly incorporated, having its
principal office and place of business in the city
and district of Montreal, plaintiff ; vs **LA COM-**
PAGNIE DE L'EDIFICE DANDURAND,
LIMITEE, a corporation having its principal
place of business in the city and district of Mon-
tréal, defendant.

An emplacement known under the number four
hundred and thirty one on the official plan and
book of reference of Saint-Louis ward, in Mon-
tréal, containing fifty three feet in front on Saint-
Denis street by a depth of about one hundred
and one feet and two inches on the southeast line
and one hundred and one feet on the northwest
line of the alignment of Saint Catherine street
East, all English measurement and more or less—
with houses thereon erected bearing the numbers
290-294 and 300 of Saint Catherine street East
and 186 of Saint-Denis street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 11th August, 1920. Sheriff.
2994—33-2
[First publication, 14th August, 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **HENRY RICHARD**
No. 565. } **TRENHOLME ET**
AL ES-QUAL, plaintiffs ; vs **CHARLES-**
EDOUARD MESSIER AND ADRIEN MES-
SIER, both in their quality of testamentary
executors of Christophe Messier and **JOSEPH-**
N. GUINDON AND LOUIS-D. LATOUR,
defendants.

A tract of land in the Notre-Dame-de-Grâces
ward, of the city of Montreal, forming part of
the lot known and designated as number 14
on the official plan and book of reference of the
municipality of the parish of Montreal and more

particulièrement connu sur le plan de subdivision officiel dudit lot 141, dûment produit au bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier comme comprenant la totalité des numéros de subdivision suivants, à savoir :

1. Trois cent cinquante-cinq (355) (une ruelle), quatre cent vingt-neuf (429), quatre cent trente (430), quatre cent trente et un (431), quatre cent trente-deux (432), quatre cent trente-trois (433), quatre cent trente-quatre (434), quatre cent trente-cinq (435), quatre cent trente-six (436), quatre cent trente-sept (437), quatre cent trente-huit (438), quatre cent trente-neuf (439), quatre cent quarante (440), ayant front sur l'avenue Pacifique, quatre cent quarante et un (441), partie de l'avenue Park Western, quatre cents quarante-deux (442), quatre cent quarante-trois (443), quatre cent quarante-quatre (444), quatre cent quarante-cinq (445), quatre cent quarante-six (446), quatre cent quarante-sept (447), quatre cent quarante-huit (448), quatre cent quarante-neuf (449), quatre cent cinquante (450), quatre cent cinquante et un (451), quatre cent cinquante-deux (452), quatre cent cinquante-trois (453), quatre cent cinquante-quatre (454), quatre cent cinquante-cinq (455), quatre cent cinquante-six (456), quatre cent cinquante-sept (457), quatre cent cinquante-huit (458), quatre cent cinquante-neuf (459), quatre cent soixante (460), quatre cent soixante et un (461), quatre cent soixante-deux (462), quatre cent soixante-trois (463), quatre cent soixante-quatre (464), quatre cent soixante-cinq (465), quatre cent soixante-six (466), quatre cent soixante-sept (467), quatre cent soixante-huit (468), quatre cent soixante-neuf (469), quatre cent soixante-dix (470), quatre cent soixante-onze (471), quatre cent soixante-douze (472), quatre cent soixante-treize (473), quatre cent soixante-quatorze (474), quatre cent soixante-quinze (475), quatre cent soixante-seize (476), quatre cent soixante-dix-sept (477), quatre cent soixante-dix-huit (478), quatre cent soixante-dix-neuf (479), quatre cent quatre-vingt (480), quatre cent quatre-vingt-un (481), quatre cent quatre-vingt-deux (482), quatre cent quatre-vingt-trois (483), sur l'avenue Pacifique, quatre cent quatre-vingt-quatre (484), partie de la rue DesChênes, quatre cent quatre-vingt-cinq (485), quatre cent quatre-vingt-six (486), quatre cent quatre-vingt-sept (487), quatre cent quatre-vingt-huit (488), quatre cent quatre-vingt-neuf (489), tous sur l'avenue Pacifique, quatre cent quatre-vingt-dix (490), partie de l'avenue Pacifique, quatre cent quatre-vingt-onze (491), quatre cent quatre-vingt-douze (492), quatre cent quatre-vingt-treize (493), quatre cent quatre-vingt-quatorze (494), quatre cent quatre-vingt-quinze (495), quatre cent quatre-vingt-seize (496), quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497), quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498), quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499), cinq cent (500), ayant front sur l'avenue Pacifique, cinq cent un (501), partie de la rue DesChênes, cinq cent deux (502), cinq cent trois (503), cinq cent quatre (504), cinq cent cinq (505), cinq cent six (506), cinq cent sept (508), cinq cent huit (508), cinq cent neuf (509), cinq cent dix (510), cinq cent onze (511), cinq cent douze (512), cinq cent treize (513), cinq cent quatorze (514), cinq cent quinze (515), cinq cent seize (516), cinq cent dix-sept (517), cinq cent dix-huit (518), cinq cent dix-neuf (519), cinq cent vingt (520), cinq cent vingt et un (521), cinq cent vingt-deux (522), cinq cent vingt-trois (523), cinq cent vingt-quatre (524), cinq cent vingt-cinq (525), cinq cent vingt-six (526), cinq cent vingt-sept (527), cinq cent vingt-huit (528), cinq cent vingt-neuf (529), cinq cent trente

particularly known on the official subdivision plan of the said lot 141 duly filed in the registry office for the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, as comprising the whole of the following subdivision numbers, namely :

1. Three hundred and fifty five (355) (a lane) four hundred and twenty nine (429), four hundred and thirty (430), four hundred and thirty one (431), four hundred and thirty two (432), four hundred and thirty three (433), four hundred and thirty four (434), four hundred and thirty five (435), four hundred and thirty six (436), four hundred and thirty seven (437), four hundred and thirty eight (438), four hundred and thirty nine (439), four hundred and forty (440), fronting Pacific avenue, four hundred and forty one (441), being part of Park Western avenue, four hundred and forty two (442), four hundred and forty three (443), four hundred and forty four (444), four hundred and forty five (445), four hundred and forty six (446), four hundred and forty seven (447), four hundred and forty eight (448), four hundred and forty nine (449), four hundred and fifty (450), four hundred and fifty one (451), four hundred and fifty two (452), four hundred and fifty three (453), four hundred and fifty four (454), four hundred and fifty five (455), four hundred and fifty six (456), four hundred and fifty seven (457), four hundred and fifty eight (458), four hundred and fifty nine (459), four hundred and sixty (460), four hundred and sixty one (461), four hundred and sixty two (462), four hundred and sixty three (463), four hundred and sixty four (464), four hundred and sixty five (465), four hundred and sixty six (466), four hundred and sixty seven (467), four hundred and sixty eight (468), four hundred and sixty nine (469), four hundred and seventy (470), four hundred and seventy one (471), four hundred and seventy two (472), four hundred and seventy three (473), four hundred and seventy four (474), four hundred and seventy five (475), four hundred and seventy six (476), four hundred and seventy seven (477), four hundred and seventy eight (478), four hundred and seventy nine (479), four hundred and eighty (480), four hundred and eighty one (481), four hundred and eighty two (482), four hundred and eighty three (483), fronting Pacific avenue, four hundred and eighty four (484), being part of DesChênes street, four hundred and eighty five (485), four hundred and eighty six (486), four hundred and eighty seven (487), four hundred and eighty eight (488), four hundred and eighty nine (489), all fronting Pacific avenue, four hundred and ninety (490), part of Pacific avenue, four hundred and ninety one (491), four hundred and ninety two (492), four hundred and ninety three (493), four hundred and ninety four (494), four hundred and ninety five (495), four hundred and ninety six (496), four hundred and ninety seven (497), four hundred and ninety eight (498), four hundred and ninety nine (499), five hundred (500) fronting Pacific avenue, five hundred and one (501), part of DesChênes street, five hundred and two (502), five hundred and three (503), five hundred and four (504), five hundred and five (505), five hundred and six (506), five hundred and seven (507), five hundred and eight (508), five hundred and nine (509), five hundred and ten (510), five hundred and eleven (511), five hundred and twelve (512), five hundred and thirteen (513), five hundred and fourteen (514), five hundred and fifteen (515), five hundred and sixteen (516), five hundred and seventeen (517), five hundred and eighteen (518), five hundred and nineteen (519), five hundred and twenty (520), five hundred and twenty one (521), five

(530), cinq cent trente et un (531), cinq cent trente-deux (532), cinq cent trente-trois (533), cinq cent trente-quatre (534), cinq cent trente-cinq (535), cinq cent trente-six (536), cinq cent trente-sept (537), cinq cent trente-huit (538), cinq cent trente-neuf (539), cinq cent quarante (540), cinq cent quarante et un (541), ayant front sur l'avenue Pacifique, cinq cent quarante-deux (542), avenue Park Western, cinq cent quarante-trois (543), cinq cent quarante-quatre (544), cinq cent quarante-cinq (545), cinq cent quarante-six (546), cinq cent quarante-sept (547), cinq cent quarante-huit (548), cinq cent quarante-neuf (549), cinq cent cinquante (550), cinq cent cinquante et un (551), cinq cent cinquante-deux (552), cinq cent cinquante-trois (553), cinq cent cinquante-quatre (554), cinq cent cinquante-cinq (555), cinq cent cinquante-six (556), cinq cent cinquante-sept (557), cinq cent cinquante-huit (558), cinq cent cinquante-neuf (559), cinq cent soixante (560), cinq cent soixante et un (561), cinq cent soixante-deux (562), cinq cent soixante-trois (563), cinq cent soixante-quatre (564), cinq cent soixante-cinq (565), cinq cent soixante-six (566), cinq cent soixante-sept (567), cinq cent soixante-huit (568), ayant front sur l'avenue Pacifique, cinq cent soixante-neuf (569), ayant front sur l'avenue At antique, cinq cent soixante-dix (570), cinq cent soixante et onze (571), cinq cent soixante-douze (572), cinq cent soixante-treize (573), cinq cent soixante-quatorze (574), cinq cent soixante-quinze (575), cinq cent soixante-seize (576), cinq cent soixante-dix-sept (577), cinq cent soixante-dix-huit (578), cinq cent soixante-dix-neuf (579), cinq cent quatre-vingt (580), cinq cent quatre-vingt-un (581), cinq cent quatre-vingt-deux (582), cinq cent quatre-vingt-trois (583), cinq cent quatre-vingt-quatre (584), cinq cent quatre-vingt-cinq (585), cinq cent quatre-vingt-six (586), cinq cent quatre-vingt-sept (587), cinq cent quatre-vingt-huit (588), cinq cent quatre-vingt-neuf (589), cinq cent quatre-vingt-dix (590), cinq cent quatre-vingt-onze (591), cinq cent quatre-vingt-douze (592), cinq cent quatre-vingt-treize (593), cinq cent quatre-vingt-quatorze (594), cinq cent quatre-vingt-quinze (595), cinq cent quatre-vingt-seize (596), cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597), cinq cent quatre-vingt-dix-huit (598), cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (599), six cent (600), six cent un (601), six cent deux (602), six cent trois (603), six cent quatre (604), six cent cinq (605), six cent six (606), six cent sept (607), six cent huit (608), six cent neuf (609), six cent dix (610), six cent onze (611), six cent douze (612), six cent treize (613), six cent quatorze (614), six cent quinze (615), six cent seize (616), six cent dix-sept (617), six cent dix-huit (618), six cent dix-neuf (619), six cent vingt (620), six cent vingt et un (621), six cent vingt-deux (622), six cent vingt-trois (623), six cent vingt-quatre (624), six cent vingt-cinq (625), six cent vingt-six (626), six cent vingt-sept (627), six cent vingt-huit (628), six cent vingt-neuf (629), six cent trente (630), six cent trente et un (631), six cent trente-deux (632), six cent trente-trois (633), six cent trente-quatre (634), six cent trente-cinq (635), six cent trente-six (636), six cent trente-sept (637), six cent trente-huit (638), six cent trente-neuf (639), six cent quarante (640), six cent quarante et un (641), six cent quarante-deux (642), six cent quarante-trois (643), six cent quarante-quatre (644), six cent quarante-cinq (645), six cent quarante-six (646), six cent quarante-sept (647), six cent quarante-huit (648), ayant front sur l'avenue Atlantique, six cent quarante-neuf (649), partie de l'avenue Atlantique, six cent cinquante (650),

hundred and twenty two (522), five hundred and twenty three (523), five hundred and twenty four (524), five hundred and twenty five (525), five hundred and twenty six (526), five hundred and twenty seven (527), five hundred and twenty eight (528), five hundred and twenty nine (529), five hundred and thirty (530), five hundred and thirty one (531), five hundred and thirty two (532), five hundred and thirty three (533), five hundred and thirty four (534), five hundred and thirty five (535), five hundred and thirty six (536), five hundred and thirty seven (537), five hundred and thirty eight (538), five hundred and thirty nine (539), five hundred and forty (540), five hundred and forty one (541) fronting Pacific avenue, five hundred and forty two (542), Park Western avenue, five hundred and forty three (543), five hundred and forty four (544), five hundred and forty five (545), five hundred and forty six (546), five hundred and forty seven (547), five hundred and forty eight (548), five hundred and forty nine (549), five hundred and fifty (550), five hundred and fifty one (551), five hundred and fifty two (552), five hundred and fifty three (553), five hundred and fifty four (554), five hundred and fifty five (555), five hundred and fifty six (556), five hundred and fifty seven (557), five hundred and fifty eight (558), five hundred and fifty nine (559), five hundred and sixty (560), five hundred and sixty one (561), five hundred and sixty two (562), five hundred and sixty three (563), five hundred and sixty four (564), five hundred and sixty five (565), five hundred and sixty six (566), five hundred and sixty seven (567), five hundred and sixty eight (568), fronting Pacific avenue, five hundred and sixty nine (569), five hundred and seventy (570), five hundred and seventy one (571), five hundred and seventy two (572), five hundred and seventy three (573), five hundred and seventy four (574), five hundred and seventy five (575), five hundred and seventy six (576), five hundred and seventy seven (577), five hundred and seventy eight (578), five hundred and seventy nine (579), five hundred and eighty (580), five hundred and eighty one (581), five hundred and eighty two (582), five hundred and eighty three (583), five hundred and eighty four (584), five hundred and eighty five (585), five hundred and eighty six (586), five hundred and eighty seven (587), five hundred and eighty eight (588), five hundred and eighty nine (589), five hundred and ninety (590), five hundred and ninety one (591), five hundred and ninety two (592), five hundred and ninety three (593), five hundred and ninety four (594), five hundred and ninety five (595), five hundred and ninety six (596), five hundred and ninety seven (597), five hundred and ninety eight (598), five hundred and ninety nine (599), six hundred (600), six hundred and one (601), six hundred and two (602), six hundred and three (603), six hundred and four (604), six hundred and five (605), six hundred and six (606), six hundred and seven (607), six hundred and eight (608), six hundred and nine (609), six hundred and ten (610), six hundred and eleven (611), six hundred and twelve (612), six hundred and thirteen (613), six hundred and fourteen (614), six hundred and fifteen (615), six hundred and sixteen (616), six hundred and seventeen (617), six hundred and eighteen (618), six hundred and nineteen (619), six hundred and twenty (620), six hundred and twenty one (621), six hundred and twenty two (622), six hundred and twenty three (623), six hundred and twenty four (624), six hundred and twenty five (625), six hundred and twenty six (626), six hundred and twenty seven (627), six hundred

six cent cinquante et un (651), six cent cinquante-deux (652), six cent cinquante-trois (653), six cent cinquante-quatre (654), six cent cinquante-cinq (655), six cent cinquante-six (656), six cent cinquante-sept (657), six cent cinquante-huit (658), six cent cinquante-neuf (659), six cent soixante (660), six cent soixante et un (661), six cent soixante-deux (662), six cent soixante-trois (663), six cent soixante-quatre (664), six cent soixante-cinq (665), six cent soixante-six (666), ayant front sur l'avenue Atlantique, six cent soixante-sept (667), partie de la rue DesChenes, six cent soixante-huit (668), six cent soixante-neuf (669), six cent soixante-dix (670), six cent soixante-onze (671), six cent soixante-douze (672), six cent soixante-treize (673), six cent soixante-quatorze (674), six cent soixante-quinze (675), six cent soixante-seize (676), six cent soixante-dix-sept (677), six cent soixante-dix-huit (678), six cent soixante-dix-neuf (679), six cent quatre-vingt (680), six cent quatre-vingt-un (681), six cent quatre-vingt-deux (682), six cent quatre-vingt-trois (683), six cent quatre-vingt-quatre (684), six cent quatre-vingt-cinq (685), six cent quatre-vingt-six (686), six cent quatre-vingt-sept (687), six cent quatre-vingt-huit (688), six cent quatre-vingt-neuf (689), six cent quatre-vingt-dix (690), six cent quatre-vingt-onze (691), six cent quatre-vingt-douze (692), six cent quatre-vingt-treize (693), six cent quatre-vingt-quatorze (694), six cent quatre-vingt-quinze (695), six cent quatre-vingt-seize (696), six cent quatre-vingt-dix-sept (697), six cent quatre-vingt-dix-huit (698), six cent quatre-vingt-dix-neuf (699), sept cent (700), sept cent un (701), sept cent deux (702), sept cent trois (703), sept cent quatre (704), sept cent cinq (705), sept cent six (706), sept cent sept (707), ayant front sur l'avenue Atlantique, sept cent huit (708), partie de l'avenue Park Western, sept cent neuf (709), sept cent dix (710), sept cent onze (711), sept cent douze (712), sept cent treize (713), sept cent quatorze (714), sept cent quinze (715), sept cent seize (716), sept cent dix-sept (717), sept cent dix-huit (718), sept cent dix-neuf (719), sept cent vingt (720), sept cent vingt et un (721), sept cent vingt-deux (722), sept cent vingt-trois (723), sept cent vingt-quatre (724), sept cent vingt-cinq (725), sept cent vingt-six (726), sept cent vingt-sept (727), sept cent vingt-huit (728), sept cent vingt-neuf (729), sept cent trente (730), sept cent trente et un (731), sept cent trente-deux (732), sept cent trente-trois (733), ayant front sur l'avenue Atlantique ;

and twenty eight (628), six hundred and twenty nine (629), six hundred and thirty (630), six hundred and thirty one (631), six hundred and thirty two (632), six hundred and thirty three (633), six hundred and thirty four (634), six hundred and thirty five (635), six hundred and thirty six (636), six hundred and thirty seven (637), six hundred and thirty eight (638), six hundred and thirty nine (639), six hundred and forty (640), six hundred and forty one (641), six hundred and forty two (642), six hundred and forty three (643), six hundred and forty four (644), six hundred and forty five (645), six hundred and forty six (646), six hundred and forty seven (647), six hundred and forty eight (648) fronting Atlantic avenue, six hundred and forty nine (649), part of Atlantic avenue, six hundred and fifty (650), six hundred and fifty one (651), six hundred and fifty two (652), six hundred and fifty three (653), six hundred and fifty four (654), six hundred and fifty five (655), six hundred and fifty six (656), six hundred and fifty seven (657), six hundred and fifty eight (658), six hundred and fifty nine (659), six hundred and sixty (660), six hundred and sixty one (661), six hundred and sixty two (662), six hundred and sixty three (663), six hundred and sixty four (664), six hundred and sixty five (665), six hundred and sixty six (666) fronting Atlantic avenue, six hundred and sixty seven (667), part of Des Chenes street, six hundred and sixty eight (668), six hundred and sixty nine (669), six hundred and seventy (670), six hundred and seventy one (671), six hundred and seventy two (672), six hundred and seventy three (673), six hundred and seventy four (674), six hundred and seventy five (675), six hundred and seventy six (676), six hundred and seventy seven (677), six hundred and seventy eight (678), six hundred and seventy nine (679), six hundred and eighty (680), six hundred and eighty one (681), six hundred and eighty two (682), six hundred and eighty three (683), six hundred and eighty four (684), six hundred and eighty five (685), six hundred and eighty six (686), six hundred and eighty seven (687), six hundred and eighty eight (688), six hundred and eighty nine (689), six hundred and ninety (690), six hundred and ninety one (691), six hundred and ninety two (692), six hundred and ninety three (693), six hundred and ninety four (694), six hundred and ninety five (695), six hundred and ninety six (696), six hundred and ninety seven (697), six hundred and ninety eight (698), six hundred and ninety nine (699), seven hundred (700), seven hundred and one (701), seven hundred and two (702), seven hundred and three (703), seven hundred and four (704), seven hundred and five (705), seven hundred and six (706), seven hundred and seven (707) fronting Atlantic avenue, seven hundred and eight (708), part of Park Western avenue, seven hundred and nine (709), seven hundred and ten (710), seven hundred and eleven (711), seven hundred and twelve (712), seven hundred and thirteen (713), seven hundred and fourteen (714), seven hundred and fifteen (715), seven hundred and sixteen (716), seven hundred and seventeen (717), seven hundred and eighteen (718), seven hundred and nineteen (719), seven hundred and twenty (720), seven hundred and twenty one (721), seven hundred and twenty two (722), seven hundred and twenty three (723), seven hundred and twenty four (724), seven hundred and twenty five (725), seven hundred and twenty six (726), seven hundred and twenty seven (727), seven hundred and twenty eight (728), seven hundred and twenty nine (729), seven hundred and thirty (730), seven hundred

2. La partie de la subdivision cent douze (112), étant l'avenue Atlantique ; bornée au nord-ouest par la subdivision six cent quarante-neuf (649), au sud-est par une autre partie de ladite subdivision cent douze (112), d'un côté au nord-est par la subdivision six cent cinquante deux (652) jusqu'à la subdivision sept cent trente-quatre (734), inclusivement, et de l'autre côté au sud-ouest par les subdivisions cinq cent soixante-neuf (569) à la subdivision six cent quarante-sept (647) et partie de six cent quarante-huit (648).

3. La partie de la subdivision trois cent douze (312), étant l'avenue Pacifique ; bornée au nord-ouest par la subdivision quatre cent quatre-vingt-dix (490), au sud-est par une autre partie de la subdivision trois cent douze (312), au nord-est par partie de la subdivision quatre cent quatre-vingt-douze (492) et la subdivision quatre cent quatre-vingt-treize (493) jusqu'à la subdivision cinq cent soixante-huit (568), inclusivement, et au sud-ouest par les subdivisions trois cent cinquante-quatre (354), trois cent cinquante-trois (353), trois cent cinquante-deux (352), trois cent cinquante-un (351), trois cent cinquante (350), trois cent quarante-neuf (349), trois cent quarante-huit (348), quatre cent vingt-neuf (429) jusqu'à la subdivision quatre cent quatre-vingt-neuf (489), inclusivement. La limite sud-est de parties des subdivisions cent douze (112) et trois cent douze (312) présentement vendues étant une ligne de prolongation vers le sud-est du côté nord-ouest de la subdivision trois cent cinquante-six (356), autrefois comprise dans une rue projetée pour être connue comme étant l'avenue Townsend.

4. Partie de la subdivision quatre cent treize (413), mesurant un pied de largeur par trois cent cinquante pieds de longueur ; et bornée à une extrémité et au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 141, à l'autre extrémité au sud-est par la subdivision trois cent cinquante-six (356), dudit lot 141 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, d'un côté au nord-est par une ruelle portant le numéro de subdivision trois cent cinquante-cinq (355) dudit lot 141, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 140 desdits plan et livre de renvoi.

5. Une partie non subdivisée dudit lot 141 de la municipalité de la paroisse de Montréal, sise immédiatement en arrière des subdivisions quatre cent vingt-neuf (429), quatre cent trente (430), quatre cent trente-un (431), quatre cent trente-deux (432), quatre cent trente-trois (433), quatre cent trente-quatre (434), quatre cent trente-cinq (435), quatre cent trente-six (436), quatre cent trente-sept (437), quatre cent trente-huit (438), quatre cent trente-neuf (439), quatre cent quarante (440), quatre cent quarante-et-un (441), quatre cent quarante-deux (442), quatre cent quarante-trois (443), quatre cent quarante-quatre (444), quatre cent quarante-cinq (445), quatre cent quarante-six (446), quatre cent quarante-sept (447), quatre cent quarante-huit (448), quatre cent quarante-neuf (449), quatre cent cinquante (450), quatre cent cinquante-et-un (451), quatre cent cinquante-deux (452), quatre cent cinquante-trois (453), quatre cent cinquante-quatre (454), quatre cent cinquante-cinq (455) et quatre cent cinquante-six (456) dudit lot 141, et vers le sud-ouest par le lot 140 desdits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Ladite partie de subdivision mesurant dix pieds de largeur par une profondeur de trois cent dix-sept pieds.

and thirty one (731), seven hundred and thirty two (732), seven hundred and thirty three (733) fronting Atlantic avenue ;

2. The part of subdivision one hundred and twelve (112) being Atlantic avenue; bounded to the north west by subdivision six hundred and forty nine (649), to the south east by another part of the said subdivision one hundred and twelve (112), on one side to the north east by subdivision six hundred and fifty two (652) to subdivision seven hundred and thirty four (734), inclusive, and on the other side to the south west by subdivisions five hundred and sixty nine (569) to subdivision six hundred and forty seven (647) and part of six hundred and forty eight (648) :

3 That part of subdivision three hundred and twelve (312) being Pacific avenue ; bounded to the north west by subdivision four hundred and ninety (490), to the south east by another part of subdivision three hundred and twelve (312), to the north east by part of subdivision four hundred and ninety two (492) and subdivision four hundred and ninety three (493) to subdivision five hundred and sixty eight (568), inclusive, and to the south west by subdivisions three hundred and fifty four (354), three hundred and fifty three (353), three hundred and fifty two (352), three hundred and fifty one (351), three hundred and fifty (350), three hundred and forty nine (349), three hundred and forty eight (449), four hundred and twenty nine (429) to subdivision four hundred and eighty nine (439), inclusive. The south east limit of the parts of subdivisions one hundred and twelve (112), and three hundred and twelve (312) presently sold being a line in the prolongation south easterly of the north west side of the subdivision three hundred and fifty six (356), formerly comprised in a projected street to be known as Townsend avenue :

4. Part of subdivision four hundred and thirteen (413) measuring one foot in width by three hundred and fifty feet in length ; and bounded at one end to the north west by an unsubdivided part of the lot 141, at the other end to the south east by subdivision three hundred and fifty six (356) of said lot 141 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, on one side to the north east by a lane bearing subdivision number three hundred and fifty five (355) of the said lot 141, and on the other side to the south west by lot 140 of the said plan and book of reference :

5. A subdivided part of said lot 141 of the municipality of the parish of Montreal lying immediately in rear of subdivisions four hundred and twenty nine (429), four hundred and thirty (430), four hundred and thirty one (431), four hundred and thirty two (432), four hundred and thirty three (433), four hundred and thirty four (434), four hundred and thirty five (435), four hundred and thirty six (436), four hundred and thirty seven (437), four hundred and thirty eight (438), four hundred and thirty nine (439), four hundred and forty (440) of the said lot 141; bounded at one end to the north west by subdivision four hundred and forty one (441), part of Park Western avenue, at the other end to the south east by subdivisions three hundred and fifty five (355) and four hundred and thirteen (413) of said lot 141 and towards the south west by lot 140 of the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

The said subdivision part measuring ten feet in width by a depth of three hundred and seventeen feet.

La totalité des numéros susmentionnés de subdivisions, parties de subdivision et portion non subdivisée dudit lot 141 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, constituant une lisière de terre bornée à une extrémité au nord-ouest par l'emprise du chemin de fer Ontario et Québec maintenant connue auxdits plan et livre de renvoi sous le numéro 4712, à l'autre extrémité au sud-est par la subdivision trois cent cinquante-six (356), partie des subdivisions cent douze (112), trois cent douze (312) dudit lot 141 ainsi que par une portion non subdivisée du lot 141 réservé pour une rue projetée pour être appelée avenue Townsend, d'un côté au nord-est par le lot 142 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 140 desdits plan et livre de renvoi officiels, moins les numéros de subdivisions trois cent quarante-huit (348), trois cent quarante-neuf (349), trois cent cinquante (350), trois cent cinquante-un (351), trois cent cinquante-deux (352), trois cent cinquante-trois (353) et trois cent cinquante-quatre (354), du lot desdits plan et livre de renvoi, lesquels sont compris dans les limites susmentionnées. Le tout mesurant une superficie totale de trente-deux arpents et trente-huit perches—32 arpents et 38 perches.

Toutes les dimensions sont d'après la mesure anglaise.

Une lisière de terre située dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, bornée au sud-est par l'emprise du chemin de fer Ontario et Québec, maintenant connu comme étant le lot numéro 4712 desdits plan et livre de renvoi officiels, au nord-ouest par un cours d'eau séparant ledit lot 141 d'avec les lots 102, 103 et 106 jusqu'au nord-est par le lot 142 et au sud-ouest par le lot 140 desdits plan et livre de renvoi, de forme irrégulière, et mesurant six arpents et un dixième d'un arpent en superficie (6.1 arpents).

Pour être vendue comme un seul tout, conformément au jugement de l'hon. juge Tellier, en date du 20 juillet 1920.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bureau du shérif, Le député-shérif.

Montréal, 11 août 1920. EUGENE GOUIN.
3003—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

The whole of the above mentioned subdivision numbers, parts of subdivision numbers and unsubdivided portion of the said lot 141 of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal forming a tract of land bounded at one end to the north west by the right of way of the Ontario and Quebec Railway now known as number 4712 of the said official plan and book of reference, at the other end to the south east by subdivision number three hundred and fifty six (356), part of subdivisions one hundred and twelve (112), three hundred and twelve (312) of said lot 141 and by an unsubdivided portion of the lot 141 left for a projected to be known as Townsend avenue, on one side to the north east by lot 142 and on the other side to the south west by lot 140 of the said official plan and book of reference, less subdivision numbers three hundred and forty eight (348), three hundred and forty nine (349), three hundred and fifty (350), three hundred and fifty one (351), three hundred and fifty two (352), three hundred and fifty three (353) and three hundred and fifty four (354) of the lot 141 of the said plan and book of reference which are included with in the above mentioned boundaries. The whole containing a total superficial area of thirty two arpents and thirty eight perches, 32 arp. 38 perches.

All the measurements are in English measure.

Another tract of land situate in the Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, being an unsubdivided part of the lot know and designated as number 141 upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded to the south east by the right of way of the Ontario and Quebec Railway now known at lot number 4712 of the said official plan and book of reference, to the north west by a water course separating the said 141 from the lots 102, 103 and 106 to the north east by lot 142 and to the south west by lot 140 of the said plan and book of reference being of irregular figure and containing six arpents and one tenth of an arpent in superficies. (6.1 arpents.)

To be sold as a whole, pursuant to a judgment of Honorable Justice Tellier, dated 20th day of July, 1920.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Montreal, 11th August, 1920. Deputy sheriff.
3004—33-2

[First publication, 14th August, 1920]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } JOSEPH MAR-
No 534. } TEL, deman-
deur; contre JACQUES LEVESQUE, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Théodore-d'Acton, sur le huitième rang, ayant sept arpents et demi de large sur la profondeur de la concession du huitième rang du canton d'Acton, mesure française, connue et désignée comme étant les numéros deux cent vingt-huit (228), deux cent vingt-neuf (229) et deux cent

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint-Hyacinthe, to wit : } JOSEPH MAR-
No. 534. } TEL, plaintiff;
against JACQUES LEVESQUE, defendant.

A land situate in the parish of Saint-Théodore-d'Acton, on the eighth range, containing seven arpents and a half in width by the depth of the concession of the eighth range of the township of Acton, French measure, known and designated as being the number two hundred and twenty eight (228), two hundred and twenty nine (229) and two hundred and thirty (230) on the official

trente (230) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées ; laquelle terre bornée à l'ouest par Xavier Beaunoyer, à l'est par Jean-Baptiste Auclair, du côté sud par le chemin du huitième rang et du côté nord par la grande ligne entre Wickam et Saint-Théodore-d'Acton.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore-d'Acton, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1920), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 10 août 1920. 3017
[Première publication, 14 août 1920.]

plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected ; the said land bounded on the west side by Xavier Beaunoyer, on the east side by Jean-Baptiste Auclair, on the south by the eighth range road and on the north side by the great line between Wickam and Saint-Théodore-d'Acton.

To be sold at the parochial church door of Saint-Théodore-d'Acton, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next (1920), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Saint-Hyacinthe, 10th August, 1920. 3018
[First publication, 14th August, 1920.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

PROCÉDURE SOMMAIRE

Cour de circuit (appellable).—Comté d'Argenteuil.
Canada, } LA CORPORATION DU CANTON DE HOWARD,
Province de Québec, }
District de Terrebonne, }
No 456. demanderesse ; vs

ADELARD AMYOT, défendeur, à savoir :

La partie du lot 40, dans le 3e rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Howard, sise du côté sud du lac Lacroix, qui a été subdivisée et est maintenant connue et décrite sur le nouveau plan de subdivision comme étant les lots de subdivision Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 de la subdivision officielle du lot 40, dans le 3e rang du canton Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne—avec les bâtisses dessus construites. Les dits lots de subdivision pour être vendus en bloc, en vertu d'un jugement de l'honorable juge Robidoux, rendu le 29 juin 1920.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif.
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 21 juillet 1920. 2741—30-2
[Première publication, 24 juillet 1920]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

SUMMARY PROCEDURE

Circuit Court (appellable).—County of Argenteuil.
Canada, } THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF
Province of Quebec, }
District of Terrebonne, }
No. 456. HOWARD, plaintiff ;

vs ADELARD AMYOT, defendant, to wit :

That portion of lot 40, in the 3rd range, on the official plan and book of reference of the township of Howard, lying on the south side of Lac Lacroix, which has been subdivided and is now known and described on the new subdivision plan as subdivision lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 and 44 of the official subdivision of lot 40, in the 3rd range of the township of Howard, county of Argenteuil, district of Terrebonne—with buildings thereon erected. The said subdivision lots to be sold *en bloc*, in virtue of a judgment of the Honourable Mr. Justice Robidoux, dated the 29th day of June, 1920.

To be sold at the door of the catholic church of the parish of Saint-Adolphe-de-Howard, county of Argenteuil, district of Terrebonne, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J.-W. CYR,
Sainte-Scholastique, 21st July, 1920. Sheriff,
2742—30-2

[First publication, 24th July, 1920]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } HONORÉ DE-
No 2511. } MERS, de-
mandeur ; vs ALPH. DESJARDINS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un terrain situé à Grand'Mère, faisant partie des numéros cent trente-neuf et cent quarante (ptie Nos 139 et 140), du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore, mesurant cinquante et un pieds de largeur sur la profondeur de cent vingt-huit pieds, mesure anglaise plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Georges, en arrière et d'un côté par J.-O.-H. Ricard et d'autre côté par la rue Saint-Maurice—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit : } HONORÉ DE-
No. 2511. } MERS, plain-
tiff ; vs ALPH. DESJARDINS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A lot of land situate at Grand'Mère, forming part of lots numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty (part Nos. 139 and 140), of the registration cadastre of Sainte-Flore, measure fifty one feet in width by one hundred and twenty eight feet in depth, English measure and more or less ; bounded in front by Saint-George street, in the rear and on one side by J.-O.-H. Ricard and on the other side by Saint-Maurice street—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1920, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, CHARLES DUMOULIN,
Trois-Rivières, 11 août 1920. Shérif.

3019—33-2

[Première publication, 14 août 1920]

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon (solar time).

Sheriff's office. CHARLES DUMOULIN,
Three Rivers, 11th August, 1920. Sheriff.

3020—33-2

[First publication, 14th August, 1920]

Lettres patentes

"Northern Mining and Development Company, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1920, constituant en corporation : Alexandre-Papineau Mathieu, avocat, Louis-Joseph-Armand Mathieu, avocat, Kate Ferguson, sténographe, Joseph-Horace-Herman Lippé, notaire, Reginald Mayall, agent, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Se livrer à l'industrie qui consiste à explorer les ressources de la nature, à les développer, à acheter, exploiter, louer, fouiller, travailler, développer des propriétés minières d'une manière générale ;

Exercer l'industrie qui consiste à être manufacturiers, fondeurs, passeurs au fourneau, marchands de fer, acier et des autres métaux de toute espèce ainsi qu'aucune industrie connexe, et en qualité de quincailliers et marchands généraux exercer une industrie générale de fonderie, posséder et activer des laminoirs ;

Fabriquer et trafiquer généralement de toutes les sortes de machines à hauts-fourneaux et à laminoirs, aussi de tous appareils et instruments employés en rapport avec ceux ou s'y rattachant ; fabriquer, acheter, vendre et trafiquer des matériaux et machines de construction ; exercer l'industrie qui consiste à traiter le fer ou l'acier et tous autres métaux, exercer aussi l'industrie de la fonte du fer et de l'acier ; traiter par le procédé thermochimique, le fer, l'acier et tous autres métaux ; fabriquer toutes espèces d'outils de fer et d'acier ; fabriquer et traiter au procédé calorifique ou chimique, les pièces mécaniques de toutes sortes, les pièces d'automobiles, d'avions, de tracteurs, instruments aratoires, des bateaux à moteur et des vapeurs ; exercer le commerce consistant à acheter et vendre des métaux et minéraux chimiquement traités ; manufacturer des concasseurs et leurs accessoires, des perforateurs et outils de toute espèce, d'autres instruments pour exploiter des carrières et percer des tunnels ;

Traiter, fondre, épurer et donner une valeur marchande aux minerais et autres minéraux, par tous procédés quelconques, d'aucune manière et façon, et pour cela acheter, acquérir, installer et actionner tous outillages indispensables, les machines et appareils, aussi acheter, vendre et trafiquer des minerais de toute sorte, et acheter, vendre, trafiquer de tous produits ou sous-produits de ces minerais ;

Fusionner, mouler et fondre les métaux, exploiter et tenir des usines pour la fabrication, la confection, la refonte et la réfection de tous ouvrages en acier, fer, bronze et bois ;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer du fer en gueuse, et à cette fin bâtir, construire,

Letters patent

"Northern Mining and Development Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1920, incorporating : Alexandre-Papineau Mathieu, advocate ; Louis-Joseph-Armand Mathieu, advocate ; Kate Ferguson, stenographer ; Joseph-Horace-Herman Lippé, notary ; Reginald Mayall, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of an exploration of natural resources, development, to purchase, exploit, lease, work, operate, develop mining properties generally ;

To carry on business as manufacturers, founders, smelters and dealers in iron, steel and other metals of all kinds and any business relating thereto, and as wholesale hardware and general merchants to carry on a general foundry business and to own and operate rolling mills ;

To manufacture and deal generally in all kinds of blast furnaces and rolling mill machinery and in all appliances and specialties used in connection therewith or incidental thereto ; to manufacture, buy, sell and deal in builders' supplies and machinery ; to carry on the business of welding of iron or steel and all other metals, and to carry on the business of an iron and steel foundry ; to treat by chemical heat treatment, iron, steel, and all other metals ; to manufacture iron and steel tools of all kinds ; to manufacture and treat by heat or chemical process, parts of machinery of all kind and parts of automobiles, aeroplanes, tractors, farm implements, motor-boats and steamships ; to carry on the business of buying and selling of metals and minerals treated by chemical treatment ; to manufacture rock crushers and accessories, rock drills and tools of all kinds and other instruments for the purpose of operating quarries and constructing tunnels ;

To treat, smelt, refine and prepare for market, ores and other minerals by all process whatsoever, and in any manner or form, and for such purpose to purchase, acquire, instal and operate all necessary plants, machinery and apparatus, and to purchase, sell and deal in ores of all kinds, and to buy, sell and deal in any products or by-products of such ores ;

To cast, mould and smelt metals, to operate and maintain factories for the purpose of manufacturing, making, recasting and repairing all steel, iron, brass and wood works ;

To manufacture, buy, sell and deal in pig iron, and for that purpose to build, construct, own

posséder et exploiter des hauts-fourneaux ; acquérir par achat, louage ou autrement des foreurs à fusion pour fabriquer le fer en gueuse, faire aussi une ou des conventions avec une ou plusieurs compagnies ou personnes relativement à la mise en activité de ces fourneaux ;

Acquérir, détenir, louer, aliéner et généralement négocier des mines, gisements et droits miniers, miner tous métaux et aucun d'iceux, se livrer à tous les genres d'opérations minières, vendre, aliéner et généralement faire commerce des produits miniers, aussi acheter, vendre et trafiquer de la houille et du combustible ;

Exercer une industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie se croira capable d'exercer convenablement en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits corporatifs ou de les rendre profitables ;

Acquérir par achat, concession, échange ou par un autre titre légal, aussi construire, bâtir, exploiter, entretenir et administrer toutes fabriques, des moulins, entrepôts, remises, ateliers de mécanique ainsi que d'autres structures et constructions nécessaires à son industrie, aussi toute autre propriété mobilière et immobilière, nécessaire et utile à la gestion de ladite compagnie ; aussi les louer, vendre et aliéner ;

Bâtir, acheter ou autrement acquérir, posséder, utiliser, détenir, vendre, céder et transférer ou autrement aliéner et actionner, aux fins corporatives, mais non en qualité de voituriers ordinaires, des locomotives, wagons, vaisseaux, navires, bateaux, barges ainsi que d'autres moyens de transport de toute espèce et nature ;

Conclure, avec aucunes autorités gouvernementales et municipales, locales ou autres, aucun arrangement qui semblera approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucunes telles autorités tous droits, privilèges et concessions ;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, licensier à royauté ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, introduire, vendre, céder ou autrement disposer de marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autres, utiles à l'industrie de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir ces marques et noms de commerce, inventions, licences, procédés et choses semblables ainsi qu'aucuns tels autres biens ou droits ;

Lotir et émettre des actions entièrement libérées du capital de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, de droits fonciers ou personnels, versements, mobiliers, immobiliers ou mixtes que la compagnie pourra acquérir ou, avec l'assentiment des actionnaires, d'aucuns services rendus ou faits à la compagnie en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la compagnie ;

Se joindre ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ; faire société ou aucunes conventions relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

and operate blast furnaces ; to acquire buy purchase, lease or otherwise, blast furnaces for the manufacture of pig iron and to enter into contract or contracts with any other company or companies, person or persons in order to operate such furnaces ;

To acquire, hold, lease, dispose of and generally to deal in mines, mining lands and mining rights, to mine any and all metals, to engage in all mining in all its branches, to sell and dispose of and generally deal in the products of mines and to buy, sell and deal in coal and fuel ;

To carry on business, whether manufacturing or otherwise, which the company may seem to be capable of carrying on conveniently in connection with its business or calculated directly or indirectly enhance or render profitable any of the company's properties or rights ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all factories, mills, warehouses, depots, machine shops and other structures and erections necessary for its business and all other property, moveable and immovable necessary and useful for the carrying on of the said company ; and to lease, sell and dispose of the same ;

To build, purchase or otherwise acquire, own, use, hold, sell, assign and transfer or otherwise dispose of and to operate for the purposes of the company, but not as a common carrier, locomotives, cars, vessels, ships, boats, barges and other means of transportation of every kind and nature ;

To enter into any arrangement with any authorities, governmental and municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities, any rights, privileges and concessions ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire, hold, use, own, introduce, to sell, assign or otherwise dispose of any trade-marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade-marks, trade names, inventions, licenses, processes and the like or any such other properties or rights ;

To allot and issue fully paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, rights, real or personal or versements, moveable or immoveable or mixed which may be acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered to or done for the company, or in and towards the payment or satisfaction or debts or liabilities owned by the company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether similar or in part similar to those of the company ; to enter into partnership or any arrangements for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

Prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne ou compagnie en relations d'affaires avec la compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre ou autrement en disposer ;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre, réémettre et assumer, comme une affaire active, l'entreprise, l'actif et le passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie en tout ou en partie semblable à celle que la présente corporation est autorisée à exercer, ou qui possède des biens convenant aux objets de la compagnie, et avec l'intention d'acquérir la totalité ou aucune partie des actions, obligations, débetures, dettes ou du passif de cette compagnie, payer soit en argent, en obligations ou parts, en débetures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie, partiellement en obligations et partiellement d'une autre manière ; promouvoir, devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir, acheter, posséder, détenir aucune des propriétés et obligations de la compagnie, ou pour aucunes autres fins qu'on croira propres à profiter directement ou indirectement à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété, de l'exploitation, du commerce, de l'assortiment ou de l'achalandage d'aucune compagnie, d'une ou plusieurs personnes dont les objets peuvent être réalisés par la présente compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise corporatives ou d'aucune partie d'icelles ; acquérir pour le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ; exploiter, gérer comme administrateurs la propriété, les franchises, les entreprises et le commerce d'aucune compagnie dont les actions, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la corporation, moyennant la compensation estimée raisonnable et adéquate ; aussi garantir le remboursement du capital, le service des dividendes ou de l'intérêt sur lesdites actions, obligations, débetures ou autres valeurs, nonobstant les dispositions de la section 44 de la Loi des compagnies ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel qu'arrêté, aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie, déclarer dividende sur le capital ;

Consentir des avances aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ou compagnies ;

Accepter en paiement d'aucune dette due à la compagnie des parts, actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et les manipuler de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Rémunérer par paiement en argent, et, avec l'assentiment des actionnaires, en parts, obliga-

To lend money to, guarantee the contracts or otherwise assist any person or company having business dealings with the company, to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue or otherwise deal with the same ;

To purchase, acquire, own, hold, sell, re-issue and take over as a going concern the undertaking, assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and with a view to acquire all or any of the shares, bonds, debentures, debts or liabilities of such company, and to pay therefor either in cash or in bonds or stocks, debentures or other securities of this company or partly in bonds and partly in the other ; to promote and become shareholders in any company or companies for the purpose of acquiring, purchasing, owning and holding any of the properties and liabilities of the company, or for any other purposes which may be deemed directly or indirectly to benefit the company and to guarantee payment of principal, dividends and interest on shares, stock, bonds, debentures and other securities of and performance of contracts by any such company ;

To purchase, hire, take in exchange or otherwise acquire all or any part of the property, work or business, stock-in-trade or goodwill of any company, person or persons having objects capable of being carried on by this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof ; to acquire for such consideration as the company may think fit, and in particular shares, bonds, debentures or securities of any other company ; to operate, carry on as manager of property, franchises, undertakings and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper ; and to guarantee payment of principal, or of any dividends or interest on the said shares, bonds, debentures or other securities, notwithstanding the provisions of section 44 of the Companies' Act ;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company and declare dividends on stock ;

To make advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies ;

To accept in payment of any debt due to the company, stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any company ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments ;

To remunerate by payment in cash, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or

tions ou d'aucune autre manière, une ou plusieurs personnes ou corporations, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie ;

Payer avec les deniers de la compagnie toutes ou partie des dépenses se rattachant à la formation ou à l'organisation de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui pourront être nécessaires, convenir, être avantageuses ou appropriées à l'accomplissement ou à la réalisation d'un ou plusieurs des objets précités de la compagnie ou d'aucun d'iceux, ou qui, en aucun temps, sembleront indispensables pour protéger ou bénéficier la corporation ou son avoir, sous le nom de "Northern Mining and Development Company, Limited", avec un fonds social de quatre cent mille piastres (\$400,000.00), divisé en quatre cent mille (400,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2989

C.-J. SIMARD.

any other manner, any person or persons or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered to the company ;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization of the company ;

To do all such other things as may be necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any or more of the above objects of the company or any of them, which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or its properties, under the name of "Northern Mining and Development Company, Limited", with a total capital stock of four hundred thousand dollars (\$400,000.00), divided into four hundred thousand (400,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,

2990

Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie des Immeubles Bournival, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1920, constituant en corporation : Louis O. Bournival médecin-industriel, François-Xavier Ouellette, comptable, Henri Fontaine, mécanicien, tous des cité et di trict de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

a. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement, acquérir des terrains ou des intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent é re sises sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, des bâtisses ou structures présentement construites ou qui pourront l'être à l'avenir sur iceux, et se faire donner les garanties nécessaires ;

b. Construire des immeubles et faire commerce des matériaux de construction, aussi bâtir des bureaux, d'autres bâtiments et structures convenant à ses fins, et entretenir, administrer et exploiter lesdits bâtiments après leur érection ou construction ;

c. Prendre ou détenir des hypothèques, pour aucun résidu non payé du prix d'achat d'aucun des emplacements, édifices ou bâtiments ainsi vendus, aussi vendre, grever ou autrement disposer desdites hypothèques ;

d. Exercer aucun autre commerce, industriel ou autre, que la compagnie croira propre à être exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

e. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité ou illimité, exclusif ou non exclusif à l'usage, d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou à aucun procédé qui semblera propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

" La Compagnie des Immeubles Bournival, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1920, incorporating : Louis-O. Bournival, physician and industrial ; François-Xavier Ouellette, accountant ; Henri Fontaine, mechanician, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes :

a. To purchase, lease, exchange or otherwise acquire lands and interests therein with any buildings on constructions thereon ; also to sell, let, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or of part of the lands, buildings and constructions present or future and to receive the necessary security therefor ;

b. To erect buildings and deal in building materials, also build offices and other buildings appropriate for that purpose and thereafter to maintain, manage and exploit the said buildings ;

c. To take and hold mortgages for any unpaid balance of the purchase price of any such immovables, edifices and buildings thus sold and also to sell, charge and otherwise dispose of the said mortgages ;

d. To carry on any business, industrial or otherwise, which the company may deem fit to exercise in connection with its business or capable of directly or indirectly increasing the value of any of the property, rights, products of the company and to make the same profitable ;

e. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information, as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

f. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière, aucuns droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et spécialement, des machines, outillages et assortiments ;

g. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif et des valeurs d'aucune personne, société ou compagnie qui exerce aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer ou possède des biens qui sembleront convenir aux fins de la compagnie ; aussi émettre des actions libérées, des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat ;

h. Promouvoir, devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la corporation, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

i. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou aux dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé, de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle société, personne, association ou compagnie, les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

j. Emettre des actions libérées, des certificats de parts, des actions-obligations, des débetures, obligations ou d'autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partie d'aucuns biens, droits ou commodités qu'on pourra acquérir du consentement des actionnaires, pour services rendus, ouvrage fait pour la compagnie ou en paiement et à l'acquit des dettes ou obligations corporatives ;

k. Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions du capital ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation, aussi les vendre ou autrement en disposer ;

l. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune charte licence d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession de droits ou privilèges qu'aucuns gouvernement, aucune autorité, corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et payer, aider, contribuer à leur donner effet, aussi employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, le coût et les dépenses nécessaires ;

m. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre personne, société, compagnie ou corporation avec

f. To purchase, lease, exchange, let or otherwise acquire any moveable or immoveable property, rights or privileges which the company may deem necessary or advantageous for the purposes of its business and especially machinery, plant and equipment ;

g. To acquire or undertake the whole or any part of business, property and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ; to issue fully paid up shares, bonds or both in payment of the purchase price of same ;

h. To promote, and take shares in any company for the purpose of purchasing the whole or part of the assets and liabilities of the company or for any other object which may be directly or indirectly to the advantage of the company, and also to guarantee the payment of the capital, dividends and interest on shares, bonds, debentures and other securities and the carrying out of contracts by any such company ;

i. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction similar to that which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; to loan money, guarantee contracts or otherwise assist any such persons or companies and to take or otherwise acquire shares and securities of any such companies, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

j. To issue fully paid up shares, stock certificates of shares, bonds, debentures or other securities of the company in total or partial payment of any property, rights or conveniences that may be acquired with the consent of the shareholders for services rendered, work done for the company and in payment of and to acquit the debts and charges of the company ;

k. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company ;

l. To apply for, procure, acquire by cession, transfer, purchase or otherwise, exercise, operate and use any charter, license for any right from any authority, franchise, concession of rights and privileges that any government, authority, corporation or public body may grant and to pay for same, help and contribute to carry out same and also to use the company's shares, bonds or other securities to pay for the expenses, cost and necessary disbursements ;

m. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, securities or otherwise of any other company or corporation, and to guarantee the per-

laquelle la compagnie se trouvera en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne, société, compagnie ou corporation ;

n. Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera périodiquement déterminée ;

o. Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement aucunes actions, obligations, débiteures ou autres valeurs reçues, comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété corporative, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

p. Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

q. S'unir ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

r. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie pour le prix que la corporation estimera convenable, et spécialement pour des actions, obligations ou titres d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

s. C'est l'intention que les objets mentionnés aux paragraphes : a, b, c, d, et des présentes, soient indépendants et ne soient aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie, ou déduction d'iceux ;

t. Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées aux objets précités et toutes ou aucune des choses précitées en qualité de principaux, d'agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, aussi par l'entremise de fidéicommissaires, de procureurs ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "La Compagnie des Immeubles Bournival, Limitée", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres, (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le susdit requérant, Louis-O. Bournival, propriétaire d'immeubles dans la cité de Montréal, transporterà à la compagnie projetée une partie de ses immeubles, en paiement d'actions libérées dans le capital de ladite compagnie, qui seront souscrites par lui et payables par l'actif ainsi fourni par lui.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2987 C.-J. SIMARD.

formance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations ;

n. To invest and dispose of the companies money in a manner to be determined from time to time ;

o. To distribute among the shareholders of the company in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have been purchased or taken over, either in whole or in part, the property, assets or liabilities of this company ;

p. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments ;

q. To unite or amalgamate with any other company whose objects are totally or partially similar to those of the company ;

r. To sell, lease, or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

s. It is intended that the objects specified in the foregoing paragraphs a, b, c, d, e shall be distinct and specific objects, and shall in no wise be limited or restricted by the terms of other paragraphs or by the name of the company or inference therefrom ;

t. To do all and everything necessary, suitable or convenient for the accomplishment of the purposes or the attainment of any of the objects hereinabove enumerated, either as principals or agents, contractors, or through trustees, attorneys or others, either alone or in conjunction with others, under the name of "La Compagnie des Immeubles Bournival, Limitée", with a capital stock of two hundred and ninety nine thousand dollars (\$299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The above mentioned petitioner, Louis-O. Bournival, owner of real estate in the city of Montreal, will transfer to the company part of his immovables in payment of fully paid up shares of the capital stock of the company, which will be taken by him and paid for with the assets transferred by him.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,
2988 Assistant Provincial Secretary.

" The Assyrian Association of Mardin ".

Avis est donné que, en vertu de la partie III de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1920, constituant en corporation : George-J. Jarjour, John Haroon, Jacob Anto, marchands, Gabriel Abdella, bourgeois, Farrage Elias et Michel-G. Abdella, industriels, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Percevoir, administrer et distribuer des deniers que fourniront les membres de la corpora-

" The Assyrian Association of Mardin ".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1920, incorporating : George J. Jarjour, John Haroon, Jacob Anto, merchants, Gabriel Abdella, gentleman, Farrage Elias and Michel G. Abdella, manufacturers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To collect, administer and distribute funds to be provided by the members of the corpora-

tion, par cotisations mensuelles, pour secourir les pauvres et les indigents assyriens orthodoxes, coopérer avec aucune autre corporation pour procurer le bien-être des assyriens d'une manière générale, et généralement réaliser des objets d'une nature nationale, patriotique, philanthropique et charitable, mais sans profit pécuniaire ;

Etablir des succursales ou organisations locales dans toute la province de Québec, et coopérer avec aucune association ou organisation constituée pour des fins semblables à celles de la corporation, aux termes et conditions que détermine par règlement la corporation ;

Acquérir et détenir la propriété mobilière et immobilière nécessaire à l'exécution des entreprises de la corporation, vendre et aliéner cette propriété mobilière et immobilière ;

Avoir la jouissance de tous les pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou connexes à l'exécution de ses entreprises sous le nom de "The Assyrian Association of Mardin".

Le montant de la valeur de l'avoir immobilier que peut posséder la corporation est fixé à \$10,000.00.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

3015

C.-J. SIMARD.

tion, by means of monthly assessments, for the assistance of the poor and needy among the orthodox assyrians, to cooperate with any other corporation for the welfare of the assyrians in general, and generally to carry on objects of a national, patriotic, philanthropic and charitable nature, but without pecuniary gain ;

To establish branches or local organizations throughout the Province of Quebec and to cooperate with any association or organization established for purposes similar to those of the corporation upon such terms and conditions as the corporation may by law determine ;

To acquire and hold moveable and immoveable property requisite for the carrying on of the undertakings of the corporation to sell and alienate such property moveable and immoveable ;

To enjoy all the powers, privileges and immunities requisite or incidental to the carrying on of its undertaking, under the name of "The Assyrian Association of Mardin".

The amount to which the value of the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is \$10,000.00.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,

3016

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

395-04.

Québec, 6 août 1920.

Demande est faite, en vertu du dernier alinéa de l'article 2625 des S.R.P.Q., 1909, de révoquer l'union des dissidents catholiques de Sellarville avec ceux de la municipalité scolaire de Restigouche, union qui avait été approuvée par le surintendant de l'Instruction publique le 7 mars 1904.

3007—33-2

2722-15.

Québec, 10 août 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Léon-le-Grand, comté de Matane, les lots Nos 11-A, 11-B et 12-A, du rang 4 du canton de Pineault et de les annexer à celle de Saint-Zénon-du-lac-Humqui, même comté.

3009—33-2

1130-20.

Québec, 10 août 1920.

Demande est faite de diviser la municipalité scolaire de Saint-Patrice-de-Rawdon, comté de Montcalm, en deux municipalités scolaires distinctes, dont l'une, comprenant le territoire qui forme actuellement, pour les fins municipales, la municipalité du village de Rawdon, portera le nom de village de Rawdon, et l'autre, comprenant le reste de la municipalité scolaire de Saint-Patrice-de-Rawdon, portera le nom de paroisse de Rawdon.

3011—33-2

No 1006-Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 10 août 1920, de nommer MM. Albéric Dupont et Albert-V. Grandpré, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Liboire, dans le comté de Bagot.

4

Department of Public Instruction

395-04.

Quebec, 6th August, 1920.

Application has been made, under the last paragraph of article 2625 of the R. S. P. Q., 1909, to revoke the union of the dissentient catholics of Sellarville with those of the school municipality of Restigouche, which union had been approved by the Superintendent of Public Instruction on the 7th of March, 1904.

3008—33-2

2722-15.

Quebec, 10th August, 1920.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint-Léon-le-Grand, county of Matane, the lots Nos 11-A, 11-B and 12-A of range 4 of the township of Pineault, and to annex same to that of Saint-Zénon-du-lac-Humqui, same county.

3010—33-2

1130-20.

Quebec, 10th August, 1920.

Application has been made to divide the school municipality of Saint-Patrice-de-Rawdon, county of Montcalm, into two separate school municipalities, one of which comprising the territory that presently forms, for municipal purposes, the municipality of the village of Rawdon, shall bear the name of village of Rawdon, and the other, comprising the remainder of the school municipality of Saint-Patrice-de-Rawdon, shall bear the name of parish of Rawdon.

3012—33-2

No. 1006-Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Messrs. Albéric Dupont and Albert-V. Grandpré, school commissioners for the municipality of Saint-Liboire, in the county of Bagot.

No 977-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 10 août 1920, de nommer M. Louis-Joseph Bourget, commissaire d'écoles pour la municipalité de Lauzon, village dans le comté de Lévis.

No 1523-Flec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 10 août 1920, de nommer MM. D.-A. Vigneault et Philéas Blouin, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay.

No 4-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 10 août 1920, de nommer M. Honoré Trudel, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Achille, dans le comté de Montmorency.

No. 1854-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 10 août 1920, de nommer M. Samuel Bélisle, commissaire d'écoles pour la municipalité de Val-Barette, dans le comté de Labelle.

No 728-Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 10 août 1920, de nommer MM. Adrien Thibault et Olivier Tessier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Guillaume-d'Upton, dans le comté de Yamaska.

No 576-Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 10 août 1920, de nommer MM. Raoul Gravel et Wilfrid Vermette, commissaires d'écoles pour la municipalité de Etchemin, dans le comté de Lévis. 3013

No. 977-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Mr. Louis Joseph Bourget, school commissioner for the municipality of Lauzon, village in the county of Lévis.

No. 1523-Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Messrs D. A. Vigneault and Philéas Blouin, school commissioners for the municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay.

No. 4-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Mr. Honoré Trudel, school commissioner for the municipality of Saint-Achille, in the county of Montmorency.

No. 1854-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Mr. Samuel Bélisle, school commissioner for the municipality of Val-Barette, in the county of Labelle.

No. 728-Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Messrs Adrien Thibault and Olivier Tessier, school commissioners for the municipality of Saint-Guillaume-d'Upton, in the county of Yamaska.

No. 576-Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in Council dated 10th August 1920, to appoint Messrs Raoul Gravel and Wilfrid Vermette, school commissioners for the municipality of Etchemin, in the county of Lévis.

3014

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 33.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1797
" Charbonneau vs Latour.....	1797
" Dumaine vs Piché.....	1797
" Joncas vs Bellavance.....	1797
" Richer vs Pontbriand.....	1797

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1782

ASSEMBLÉE :—

The Napierville Junction Railway Co'y. 1798

Index of the Quebec Official Gazette, No 33.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1797
" Charbonneau vs Latour.....	1797
" Dumaine vs Piché.....	1797
" Joncas vs Bellavance.....	1797
" Richer vs Pontbriand.....	1797

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1782

MEETING :—

The Napierville Junction Railway Co'y. 1798

AVIS DIVERS :—

Cie des réserves hydrauliques du lac Kénogami.....	1798
La ville de Grand-Pabos.....	1798
Loi des compagnies de Québec, 1920, rapport annuel.....	1781
Village de Donacona.....	1799

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Cie des réserves hydrauliques du lac Kénogami.....	1798
The town of Grand-Pabos.....	1798
Quebec Companies' Act, 1920, annual report.....	1781
Village of Donacona.....	1799

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Demande d'annexer divers lots de la paroisse Sainte-Martine à Sainte-Martine.....	1791
Demande d'annexer divers lots du canton Pinault à Saint-Zénon-du-lac-Humqui.....	1821
Demande de diviser Saint-Patrice-de-Rawdon.....	1821
Demande de révoquer l'union de Sallarville avec mun. scol. de Restigouche...	1821

Application to annex several lots of the parish of Sainte-Martine to Sainte-Martine.....	1791
Application to annex several lots of the township Pinault to Saint-Zénon-du-lac-Humqui.....	1821
Application to divide Saint-Patrice-de-Rawdon.....	1821
Application to revoke the union of Sallarville with school mun of Restigouche..	1821

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Assemblées du Bureau d'examineurs des mesures de bois de la province de Québec.....	1791
Assemblée du bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1791

Meetings of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1791
Meeting of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1791

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

TREASURY DEPARTMENT :—

American Central Insurance Co'y.....	1796
Cie d'assurance mutuelle de la paroisse de Saint-Jacques-de-Leeds.....	1796
Etat des recettes et paiements de la province de Québec.....	1792
Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1791

American Central Insurance Co'y.....	1796
Cie d'assurance mutuelle de la paroisse de Saint-Jacques-de-Leeds.....	1796
Statement of the receipts and expenditure of the Province of Quebec.....	1792
Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1791

FAILLITE—AVIS DE :—

BANKRUPT NOTICES :—

Aziz, dividende.....	1799
Bourdeau, nom. curateur.....	1800
Major & Sylvestre, nom. curateur.....	1800
The C.-R. Cousins Co., Ltd, dividende...	1800

Aziz, dividend.....	1799
Bourdeau, curator's appt.....	1800
Major & Sylvestre, curator's appt.....	1800
The C.-R. Cousins Co., Ltd, dividend...	1800

LETTRES PATENTES :—

LETTERS PATENT :—

Girouard Taxi-Service, ltée.....	1790
La Cie des immeubles Bournival.....	1818
La Cie Hamel, ltée.....	1788
Légaré Automobile of Beauce.....	1783
Metropolitan Investment Co'y, Ltd.....	1785
Northern Mining and Development Co'y, Ltd.....	1815
Paquette, Ltd.....	1782
Rivet Chemical Products Co'y.....	1789
The Assyrian Association of Mardin.....	1820

Girouard Taxi-Service, ltée.....	1790
La Cie des immeubles Bournival.....	1818
La Cie Hamel, ltée.....	1788
Légaré Automobile of Beauce.....	7083
Metropolitan Investment Co'y, Ltd.....	1785
Northern Mining and Development Co'y, Ltd.....	1815
Paquette, Ltd.....	1782
Rivet Chemical Products Co'y.....	1789
The Assyrian Association of Mardin.....	1820

LETTRE PATENTE : SUPPLÉMENTAIRES :—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

La Cie Philippe Levasseur, ltée.....	1790
--------------------------------------	------

La Cie Philippe Levasseur, ltée.....	1790
--------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Syndicat d'élevage de Saint-Alphonse...	1796
---	------

Stock Breeding Syndicate of Saint-Alphonse.....	1796
---	------

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE :—

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

En faveur de M. J.-S.-Aimé Ashby.....	1800
---------------------------------------	------

In favor of Mr. J.-S.-Aimé Ashby.....	1800
---------------------------------------	------

NOMINATIONS :—

APPOINTMENTS :—

Commissaires d'écoles :—Mun. Saint-Liboire ; Lauzon ; Sept-Iles ; Saint-	
--	--

School commissioners : Mun. Saint-Liboire ; Lauzon ; Sept-Iles ; Saint-	
---	--

Achillée ; Val-Barrette ; Saint-Guil- laume-d'Upton ; Etchemin..... 1821		Achillée ; Val-Barrette ; Saint-Guil- laume-d'Upton ; Etchemin..... 1821	
SOUMISSIONS :—		TENDERS :—	
Cité de Lachine.....	1801	City of Lachine.....	1801
VENTES PAR LICITATION :—		SALES BY LICITATION :—	
Gurry (Dme) vs Dme Meehan.....	1802	Gurry (Dme) vs Dme Meehan.....	1802
Norris vs Burns.....	1801	Norris vs Burns.....	1801
Pilon (Dme) vs Viau <i>et al.</i>	1803	Pilon (Dme) vs Viau <i>et al.</i>	1803
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—	
Ville de Bromptonville.....	1804	Town of Bromptonville.....	1804
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFS SALES :—	
ARTHABASKA :—		ARTHABASKA :—	
Cardin (Dme) vs Roberge.....	1804	Cardin (Dme) vs Roberge.....	1804
BEAUHARNOIS :—		BEAUHARNOIS :—	
Cardinal, failli....	1805	Cardinal, insolvent.....	1805
GASPÉ :—		GASPÉ :—	
Quinn (Dme) vs Quinn.....	1805	Quinn (Dme) vs Quinn.....	1805
The LeBouthillier Bros Co'y, Ltd vs De- LaRosbette.....	1806	The LeBouthillier Bros Co'y, Ltd vs De- LaRosbette.....	1806
IBERVILLE :—		IBERVILLE :—	
Gervais vs la Cie Bonneville, Gagnon <i>et al.</i>	1806	Gervais vs la Cie Bonneville, Gagnon <i>et al.</i>	1806
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Cité de Westmount vs Schrimas.....	1808	City of Westmount vs Schrimas.....	1808
La cité de Montréal vs Hébert.....	1807	The city of Montreal vs Hébert.....	1807
Prairie vs Lortie.....	1807	Prairie vs Lortie.....	1807
The Sun Trust Co'y, Ltd vs la Cie de l'édifice Dandurand.....	1808	The Sun Trust Co'y, Ltd vs la Cie de l'édifice Dandurand.....	1808
The Trust & Loan Coy of Canada vs Descarries.....	1807	The Trust & Loan Coy of Canada vs Descarries.....	1807
Trenholme vs Messier & Messier.....	1808	Trenholme vs Messier & Messier.....	1808
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
Martel vs Levesque.....	1813	Martel vs Levesque.....	1813
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
La Corporation du canton de Howard vs Amyot.....	1814	The Corporation of the township of Howati vs Amyot.....	1814
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
Demers vs Desjardins.....	1814	Demers vs Desjardins.....	1814